

Janvier - Février - Mars 2010

Réalisée du 18 au 27 janvier 2010

Vague 37

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr

ifop

Baromètre
des **TPE**

 FIDUCIAL



FIDUCIAL

- **FIDUCIAL**, est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- Fiducial est aujourd'hui présente dans **78 pays** et compte plus de **13 000 collaborateurs** avec un chiffre d'affaires en 2008 de 1,5 milliard de dollars. En France, ses 600 agences, réalisent un chiffre d'affaires de 646 millions d'euros en France auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris **depuis décembre 2000** l'initiative de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - ⊖ pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - ⊖ pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - ⊖ pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - ⊖ par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter : www.fiducial.fr

SOMMAIRE

☉	Poids des TPE	3
☉	Tableau de bord	4
☉	Les principaux constats	7
☉	L'emploi dans les TPE	20
☉	Les finances des TPE	30
☉	Les relations des TPE avec leurs banques	38
☉	Les TPE et l'action du gouvernement	41
☉	Focus sur l'emploi des jeunes dans les TPE	49
☉	Les TPE et l'action des conseils régionaux	56
☉	Méthodologie	69
☉	Échantillon	70



Poids des TPE

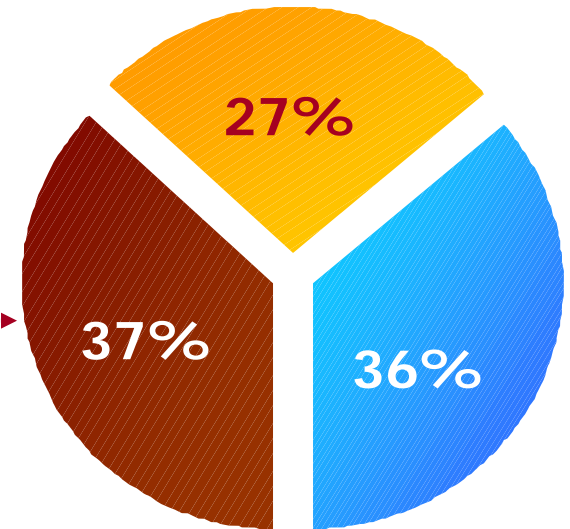
Nombre d'entreprises en France ≈ 2,6 millions*

*(Champs ICS : Industrie Commerce Services
 hors agriculture, services financiers et administration)*

() Source INSEE SIRENE DCASPL 2006*



% de l'emploi en France



% de la valeur ajoutée produite

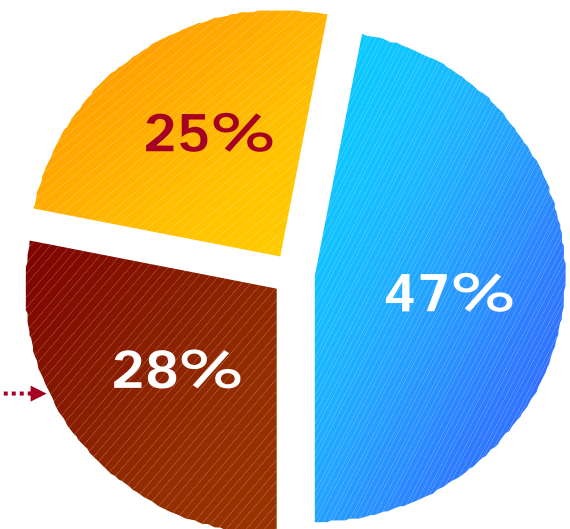




TABLEAU DE BORD

Note de lecture

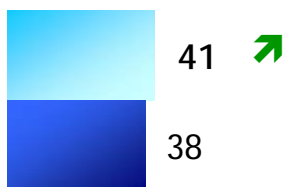
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.



Janvier 2010

Moral, situation financière

Optimisme sur la situation en France



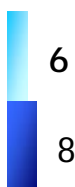
Optimisme pour leur propre activité



Indicateur de situation financière ces 3 derniers mois



Indicateur de prévision financière pour les 3 prochains mois



Rappel octobre 2009

Emplois à 3 mois

Embauches réalisées



Embauches prévues



Créations de postes réalisées



Créations de postes prévues



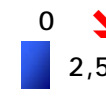
Suppressions de postes réalisées



Suppressions de postes prévues



Créations nettes réalisées

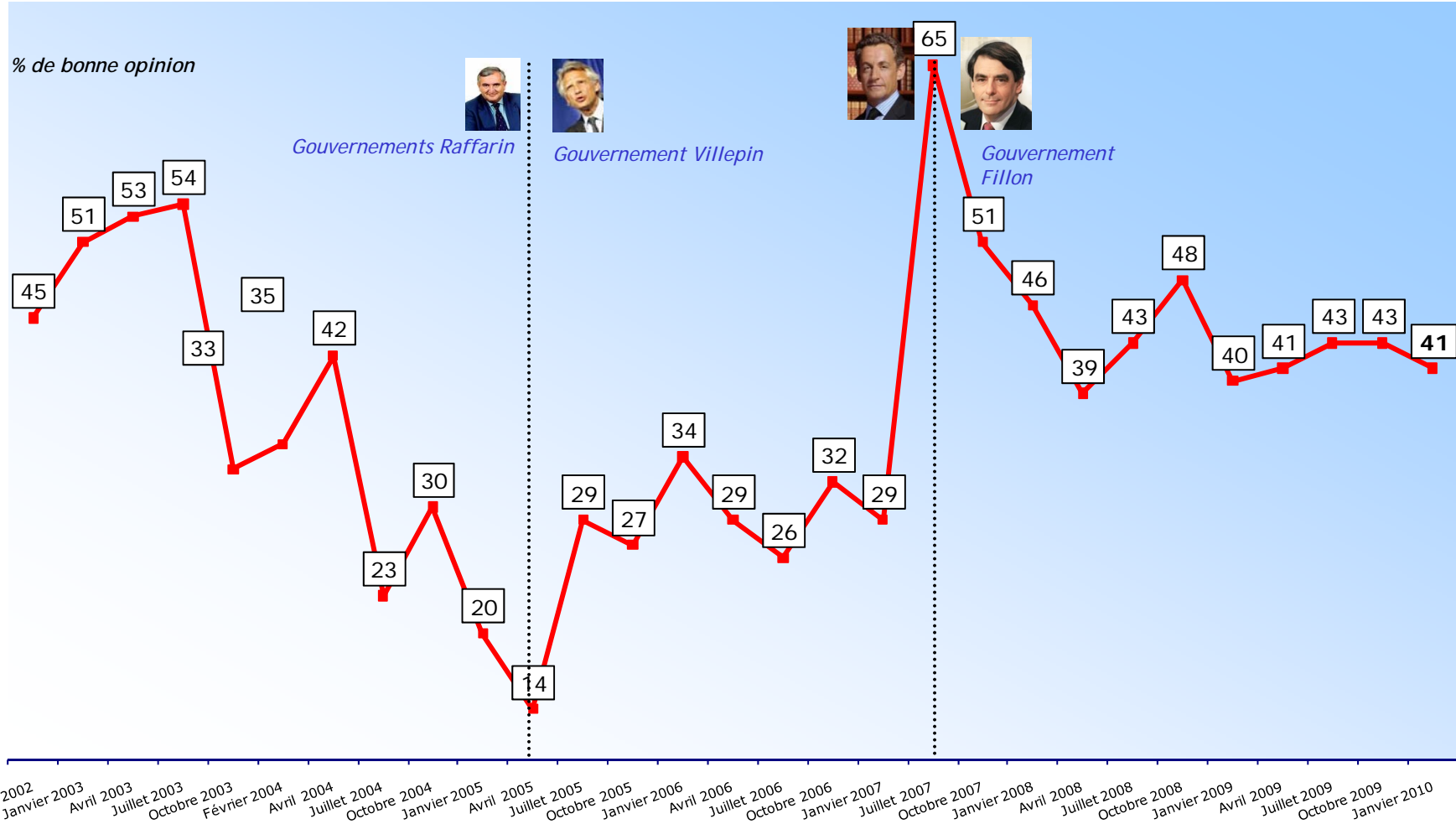


Créations nettes prévues





Confiance globale dans le gouvernement



LES PRINCIPAUX CONSTATS

Des TPE toujours très fragilisées par la crise économique

Dans un contexte économique très tendu, l'année 2009 s'est traduite par une diminution des résultats annuels des TPE (-0,6%), le secteur du BTP étant le plus affecté (-1,5%). Celles-ci résistent toutefois mieux que l'économie dans son ensemble, avec des prévisions d'évolution du PIB de la France comprises entre -2% et -2,5%. Au global, 26% des structures de moins de 20 salariés ont vu leurs résultats augmenter, 36% se stabiliser et 37% se détériorer. Cette conjoncture défavorable conduit les patrons de TPE à réaffirmer leur inquiétude pour l'économie française (78% au même niveau qu'en octobre dernier), plus particulièrement dans les secteurs des services aux entreprises (82%) et du BTP (86%).

La situation financière des entreprises de moins de 20 salariés suit logiquement la même tendance que celle de leur chiffre d'affaires. Ainsi, 43% ont vu leur situation se détériorer contre 39% pour lesquelles elle est restée stable et 18% pour lesquelles elle s'est améliorée. Les prévisions s'avèrent un peu plus optimistes pour 2010 : 31% pensent que leur situation financière va progresser, 50% qu'elle se stabilisera et 19% qu'elle se dégradera. Les indices de situation financière reflètent cette dynamique : ils s'établissent à -15% (+3 points) pour les trois derniers mois et à +6% pour les trois prochains mois. Ce dernier score est en légère baisse par rapport à la précédente vague d'enquête (-2 points), mais il reste positif, tandis qu'il était constamment négatif sur la période juillet 2008 - juillet 2009.

Malgré ces pronostics de reprise progressive de l'activité au cours des prochains mois, 31% des TPE jugent toujours leur situation financière préoccupante, et 13% pourraient même cesser leur activité dans l'année. Plus d'un patron sur quatre (27%, -3 points) anticipe également une baisse de ses recettes ou de ses ventes durant le premier trimestre, soit une proportion toujours plus élevée que celle des structures prévoyant une hausse de leur chiffre d'affaires (23%, +5 points).

Un accès aux crédits qui reste difficile

Autre signe de fragilité, 30% des dirigeants interrogés estiment que leur situation de trésorerie va se dégrader au cours des trois prochains mois (+2 points) - ce taux atteignant 39% au sein des structures de 1 à 2 salariés et 40% dans le BTP - et 56% qu'elle va connaître une stagnation.

L'attitude des banques revêt par conséquent une importance-clé pour aider les petites entreprises à sortir de la crise, alors que 24% des TPE (+3 points par rapport au mois d'octobre) ont subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de leur banque. Dans ce cadre, la décision annoncée le 3 février par Christine Lagarde d'affecter au soutien de l'économie des PME les 360 millions d'euros de produit de la taxe exceptionnelle payée par les banques sur les bonus des traders pourrait aider les structures les plus fragilisées à sortir de l'ornière.

Malgré le durcissement des conditions de financement ressenti par une part non négligeable des patrons de TPE, 29% d'entre eux (+4 points) ont récemment effectué une demande de crédit auprès de leur banque. Les exigences appliquées par les banques, après avoir fortement augmenté lors de la précédente vague d'enquête, retrouvent sensiblement les mêmes niveaux qu'en juillet dernier, exception faite des demandes de garanties supplémentaires (21%, +13 points par rapport à octobre 2009 et + 4 points par rapport à juillet 2009). 24% se sont vus refuser un nouveau prêt (-18 points par rapport au mois d'octobre), tandis que 13% ont obtenu un financement mais à des conditions de taux élevées (-13 points) et 12% avec les garanties d'un organisme de cautionnement (-9 points). Enfin, 9% ont obtenu un financement mais pour un montant moindre que celui escompté (-5 points). Au global, 50% des TPE ont subi au moins une mesure de durcissement.

Des tensions fortes sur le front de l'emploi

Les incertitudes et les difficultés rencontrées par les patrons interrogés sur le plan économique se répercutent sur leurs attitudes et prévisions en termes d'emploi. Si 11% des TPE ont embauché au cours des trois derniers mois, le solde de création nette est nul. En outre, malgré une forte augmentation du recours aux CDI (43%, +10 points), les entreprises de moins de 20 salariés privilégient toujours les CDD (48%). Les suppressions de poste portent quant à elles à 72% sur des CDI ; cependant, il s'agit plus qu'auparavant de démissions (34% contre 16% en octobre dernier) ou de ruptures à l'amiable (27% contre 17%) plutôt que de licenciements (30% contre 63%).

Point plus préoccupant, la création nette prévue pour le premier trimestre 2010 s'établit à -2%, interrompant la forte progression enregistrée au cours des 6 derniers mois (passage de -5% en avril 2009, à -0,5% en juillet et à 2,5% en octobre). Les prévisions en matière d'emploi pour 2010 se détériorent elles aussi par rapport à celles formulées en octobre 2009 : alors que 14% des TPE prévoient d'embaucher au cours de l'année, ce taux n'est plus que de 10%, l'objectif des TPE étant désormais davantage de stabiliser leurs effectifs (86,5% contre 83%). On relève également que près d'un employeur sur dix (9%, +3 points) a l'intention de supprimer des postes au sein de son entreprise.

Une dernière embauche en CDI qui remonte à plus de trois ans pour une proportion non négligeable des employeurs

Malgré la crise, 35% des TPE ayant au moins un salarié ont embauché un salarié en CDI en 2009 ou 2010, une proportion qui s'avère supérieure dans l'hôtellerie (50%) et les structures de 10 à 19 salariés (68%). La dernière embauche en CDI remonte à 2007 ou 2008 pour 32% d'entre elles. **Au global, on constate donc que 33% n'ont pas recruté en CDI depuis plus de 3 ans.** Parmi elles, 15% n'ont pas accueilli de nouveaux salariés en CDI depuis plus de six ans (21% dans les services aux entreprises, 24% dans les services aux particuliers et 24% au sein des structures de 1 à 2 salariés).

Les recrutements portent sur tous les niveaux de diplôme : en effet, parmi les derniers salariés embauchés en CDI, la moitié est titulaire d'un CAP, d'un BEP (34%) ou n'a pas de diplôme (17%), tandis que 22% sont bacheliers et 26% ont un diplôme de niveau bac+2 ou plus. **Dans une large majorité des cas (61%), le recrutement concerne un poste technique ou de production** (71% dans les TPE de 10 à 19 salariés et 91% dans le BTP). 26% ont embauché un nouveau salarié pour un emploi commercial ou de vente (39% dans l'hôtellerie et 58% dans le commerce) et seulement 13% pour des activités d'administration ou de gestion comptable et financière (28% dans les services aux entreprises).

La moyenne d'âge du dernier salarié recruté en CDI s'établit à 34,7 ans, 41% ayant moins de 30 ans et 15% entre 30 et 34 ans. 21% ont embauché un salarié de 45 ans ou plus (dont 13% un salarié de plus de 50 ans).

On retrouve ce poids important des jeunes sur l'ensemble des effectifs salariés. En effet, **parmi les TPE employant au moins une personne, les moins de 35 ans représentent en moyenne 50% des effectifs (dont 33% pour les moins de 30 ans) contre seulement 15% pour les seniors de plus de 50 ans.**

Des jeunes salariés motivés, le plus souvent recrutés en apprentissage ou en CDD

Parmi les salariés de moins de 30 ans présents dans les TPE, les effectifs sont très majoritairement masculins (64%). A l'instar de ce que l'on observe au global parmi les employeurs, les jeunes présents sont recrutés à tous niveaux de diplôme, avec une large proportion issue de formations professionnalisantes : 32% sont ainsi titulaires d'un CAP ou d'un BEP, 9% d'un bac professionnel ou technique (contre 14% ayant un bac général) et 14% d'un diplôme de niveau Bac+2 / Bac+3. Seuls 5% ont un diplôme de niveau Bac+4 ou plus, tandis qu'un quart (27%) des employés de moins de trente ans n'a pas de diplôme. Les stages ou contrats d'apprentissage (23%) et les CDD (14%) constituent un vecteur de recrutement auquel les TPE recourent largement pour leurs jeunes employés. Parmi les salariés de moins de 30 ans en CDI, 22% ont d'ailleurs été embauchés à l'issue d'une période de stage, d'apprentissage ou de CDD. Une minorité non négligeable a été recrutée directement en CDI (41%).

89% des dirigeants de TPE concernés estiment que leurs salariés de moins de 30 ans sont motivés, dont 29% « très motivés ». Ce score s'avère supérieur de 17 points à celui enregistré par la norme Ifop auprès de l'ensemble des salariés de moins de 30 ans présents dans les entreprises françaises.

Les perceptions des patrons interrogés sur les opportunités offertes aux jeunes par les TPE se révèlent contrastées quoique majoritairement positives : ainsi, ils mettent très largement en avant le fait qu'elles permettent une bonne intégration (85%) et des perspectives professionnelles intéressantes (72%), pour les jeunes, notamment parmi les employeurs. A un niveau certes majoritaire mais moins important, 60% déclarent que les TPE permettent aux jeunes d'accéder rapidement à des responsabilités importantes, 57% qu'elles leur offrent de nombreux emplois quel que soit leur niveau de diplôme et 55% qu'elles sont plus attractives qu'il y a quelques années pour cette population. Néanmoins, seuls 40% estiment qu'il est facile pour les jeunes de trouver un emploi dans les TPE (48% parmi les employeurs).

L'exécutif pâtit d'une cote de confiance minoritaire auprès des dirigeants de TPE, lesquels doutent de la volonté réformatrice de Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy et le gouvernement de François Fillon entament l'année 2010 dans un contexte de défiance renouvelée de la part des TPE : 41% (-2 points en un trimestre) des dirigeants interrogés affirment que les mesures et/ou actions mises en place par le gouvernement leur inspirent confiance, avec un plancher de 34% parmi les entreprises du secteur des services aux particuliers et un score qui culmine à 48% dans celui des services aux entreprises.

Pour l'année 2010, les dirigeants de TPE attribuent comme première priorité au gouvernement, la lutte contre le chômage (34%, et jusqu'à 42% dans le secteur des services aux particuliers). Dans une mesure à peine moindre, 28% retiennent également la restauration de la croissance (37% dans l'industrie, 33% dans le commerce) et un quart souhaite une limitation des déficits et de la dette publique.

A propos des actions à mener dans les mois à venir, une majorité (55% contre 44% exprimant un avis contraire) pronostique un affaiblissement de la volonté de réforme de Nicolas Sarkozy à l'approche de l'élection présidentielle de 2012. Ce sentiment apparaît particulièrement élevé parmi les entreprises du quart Nord-ouest (64%) et en région parisienne (62%). La réalisation de cette enquête s'étant déroulée en pleine amorce du débat sur l'avenir des retraites et à l'occasion de l'annonce de la prochaine réforme du système en vigueur, ces premiers résultats attestent donc de doutes importants parmi les acteurs économiques rencontrés.

Une défiance à l'encontre de l'exécutif suscitée par le sentiment majoritaire de ne pas être entendu des pouvoirs publics

Plusieurs éléments permettent de mieux comprendre cette défiance majoritaire à l'encontre de l'exécutif observée parmi les patrons de TPE : l'absence perçue de cohérence dans l'action engagée par Nicolas Sarkozy et François Fillon, ainsi que le sentiment, particulièrement fort au sein des TPE, d'être les grandes oubliées des mesures gouvernementales.

Invités à préciser s'ils perçoivent dans l'action et la communication du président de la République une ligne directrice forte, de nature à restaurer la confiance et la croissance, et par-là d'endiguer le chômage et d'améliorer les finances de l'Etat, une nette majorité de TPE répond ainsi par la négative (58% contre 42% exprimant un avis contraire).

Sollicités pour désigner le type d'entreprises auquel Nicolas Sarkozy et le gouvernement sont le plus à l'écoute, 62% citent les très grandes entreprises et les entreprises du CAC 40, 24% les grandes entreprises de 250 à moins de 1 000 salariés, 9% les PME... et seulement 3% les TPE. Ce sentiment de n'être pas pris en compte suscite probablement une certaine frustration chez les dirigeants de TPE, parmi lesquels moins d'un cinquième (18% exactement) a le sentiment de bénéficier « beaucoup » (3%) ou « assez » (15%) des réformes engagées depuis 2007. Ce score, nettement minoritaire au sein de toutes les catégories de TPE, s'élève toutefois à 26% dans le secteur de l'hôtellerie, sans doute du fait de l'abaissement récent du taux de TVA en matière de restauration.

Le sentiment de vivre dans une région en stagnation voire en déclin l'emporte parmi les dirigeants de TPE

Le développement et l'attractivité de l'économie régionale étant l'une des compétences phares des exécutifs régionaux, le regard porté par les dirigeants de TPE (2,6 millions d'entreprises environ) s'avère pour le moins précieux à l'approche du scrutin des 14 et 21 mars prochains.

En premier lieu, les chefs d'entreprise interrogés portent un regard pour le moins sévère sur le niveau de développement de leur région : 60% estiment en effet que cette dernière est en stagnation (40%) ou en déclin (20%). Quatre sur dix expriment un jugement inverse : 9% répondent que leur région est en « pleine expansion » et 31% « en développement ».

Les opinions exprimées varient sensiblement d'un groupe de régions à un autre. Les jugements les plus positifs se situent dans les secteurs « Rhône-Alpes/Auvergne » et « Aquitaine/Midi-Pyrénées/Limousin » (respectivement 58% et 45% pour le total « en pleine expansion » ou « en développement »). A l'inverse, les patrons de TPE les plus pessimistes se recrutent massivement dans les ensembles « Champagne/Picardie/Bourgogne » et « Normandie/Centre » ou ce sont respectivement 45% et 32% des personnes interrogées qui estiment exercer leur activité professionnelle dans une région en déclin.

Les dirigeants de TPE désignent fréquemment le développement économique comme le domaine pour lequel les pouvoirs publics devraient investir en priorité ou faire davantage d'efforts dans leur région : 49% citent cet enjeu parmi les trois principaux (dont 21% le positionnent « en premier »). Toutefois, il convient de souligner qu'une courte majorité place en tête de ses préoccupations l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (52% de citations). L'éducation et la recherche (35% de citations), la préservation de l'environnement (34%) et la situation de l'emploi régional (33%) apparaissent plus secondaires quoique bénéficiant de scores non négligeables.

Les jugements positifs portés sur l'action économique des conseils régionaux l'emportent de peu parmi les TPE

Les dirigeants de TPE portent un regard pour le moins contrasté sur l'action économique menée par leur Conseil régional. Une courte majorité (54% exactement) estime que ce dernier prend les bonnes décisions pour le développement économique de leur région, 45% exprimant un avis opposé.

Ce résultat d'ensemble masque toutefois de fortes disparités d'un groupe de régions à un autre. Les jugements s'avèrent en effet pour le moins laudateurs dans les secteurs « Nord-Pas-de-Calais » et « Alsace/Lorraine/Franche-Comté » (respectivement 79% et 71% d'opinions positives) alors que les critiques l'emportent majoritairement en Ile-de-France (60%) et en « PACA/Languedoc » (51%).

Sans doute les conseils régionaux pâtissent-ils - ou du moins certains d'entre eux - du maquis administratif français qui ne facilite pas l'identification des responsabilités dévolues à chaque collectivité territoriale par les différentes lois de décentralisation. Malgré cela, une majorité de dirigeants de TPE attribue à juste titre le TER (Trains Express Régionaux), l'enseignement supérieur et la recherche ainsi que le développement économique à leur conseil régional (respectivement 67%, 53% et 50%).

Le conseil régional : une institution jugée utile mais bureaucratique, principalement à l'écoute des moyennes et des grandes entreprises

Invités à préciser les traits d'image qui s'appliquent bien à leur Conseil régional, les dirigeants de TPE expriment une vision pour le moins contrastée de l'institution. Plus de sept interviewés sur dix (71% exactement) jugent ainsi que cette dernière est utile tout en affirmant, pour deux tiers d'entre eux, qu'elle est bureaucratique. Cependant, cette perception relève sans doute ici d'un lieu commun sur les institutions, une majorité d'interviewés qualifiant par ailleurs leur Conseil régional de dynamique et efficace (respectivement 57% et 54% de « s'applique plutôt bien »). Deux dimensions suscitent des jugements plus sévères : l'utilisation de l'argent des contribuables (45% d'opinions positives) et surtout la proximité avec les TPE, seuls 24% des dirigeants estimant que le Conseil régional est proche de leurs préoccupations.

Ce déficit de proximité avec les TPE se vérifie pleinement à la lecture des résultats concernant la catégorie d'entreprises la mieux prise en compte par le Conseil régional : 20% des interviewés citent les très grandes entreprises (plus de 1 000 salariés), 42% les grandes entreprises (250 à 1 000 salariés). Les PME sont mentionnées à hauteur de 27% et les TPE à hauteur de 7% seulement, des scores toutefois nettement supérieurs au résultat obtenu pour la même question portant sur les entreprises les plus écoutées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement (respectivement 9% pour les PME et 3% pour les TPE).

Des dirigeants de TPE mobilisés dans la perspective des élections régionales et particulièrement attentifs aux propositions faites pour l'économie locale

Plus de huit dirigeants de TPE sur dix (84% exactement) déclarent avoir l'intention d'aller voter aux élections régionales les 14 et 21 mars prochains, 47% allant jusqu'à répondre être certains de le faire. Leur mobilisation semble toutefois modeste ou pour le moins très perfectible à date puisque 55% des patrons de TPE interrogés en avril 2009 dans la perspective des élections européennes se déclaraient déjà certains de participer à ce scrutin qui a pourtant enregistré un taux d'abstention record.

Au moment de voter, les dirigeants de TPE expriment leur attachement aux propositions des candidats pour l'économie régionale : 82% déclarent qu'ils y accorderont « beaucoup » (52%) ou « assez » (30%) d'importance, et 73% qu'ils évalueront les actions menées aux cours des six dernières années par la majorité sortante pour dynamiser l'économie régionale.

Dans ce contexte, il est intéressant de noter que les présidents sortants bénéficient de scores de notoriété relativement honorables, quoique très hétérogènes d'un groupe de régions à un autre. A l'échelle nationale, leur score de notoriété s'élève à 79%, mais il atteint seulement 57% en moyenne en « Champagne/Picardie/Bourgogne » et en « Normandie/Centre » contre 86% dans le groupe « Aquitaine/Midi-Pyrénées/Limousin » et 91% en Ile-de-France.

Le taux de satisfaction globale à l'égard des présidents de région s'élève à 64% (et jusqu'à 76% dans le quart Nord-est, 74% dans le quart Nord-ouest). Toutefois, seul un dirigeant sur deux souhaite la réélection du président de son Conseil régional à l'issue du scrutin des 14 et 21 mars.

La réforme des collectivités locales : une adhésion majoritaire fragilisée par un faible niveau d'information sur cet enjeu

Près de huit dirigeants de TPE sur dix (78%) ont entendu parler de la réforme des collectivités locale mais seuls 13% déclarent savoir précisément de quoi il s'agit. En toute logique, la proportion de patrons s'estimant bien informés sur le sujet s'avère relativement faible (30%).

Après remise à niveau expliquant les principaux objectifs de la réforme et ses modalités de mise en œuvre, une majorité de TPE déclare l'approuver (68%), même si 31%, soit une proportion non négligeable, exprimant un avis contraire.

Invités à préciser si Nicolas Sarkozy aurait dû aller encore plus loin dans cette réforme en supprimant l'échelon départemental et en confiant toutes ses attributions au seul conseil régional, une nette majorité de patrons (65%) opte pour la prudence et répond par la négative.

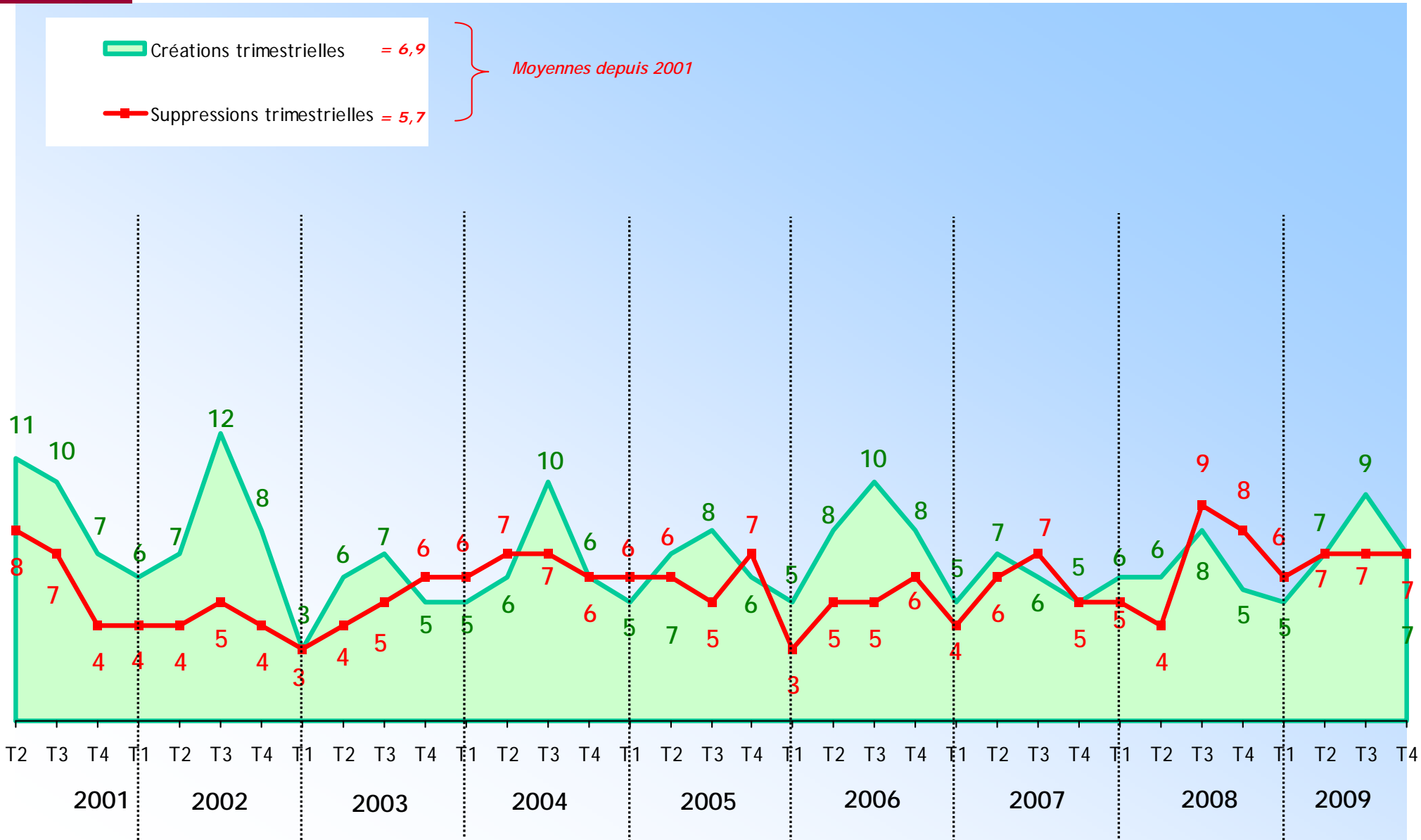
L'EMPLOI DANS LES TPE

Note de lecture

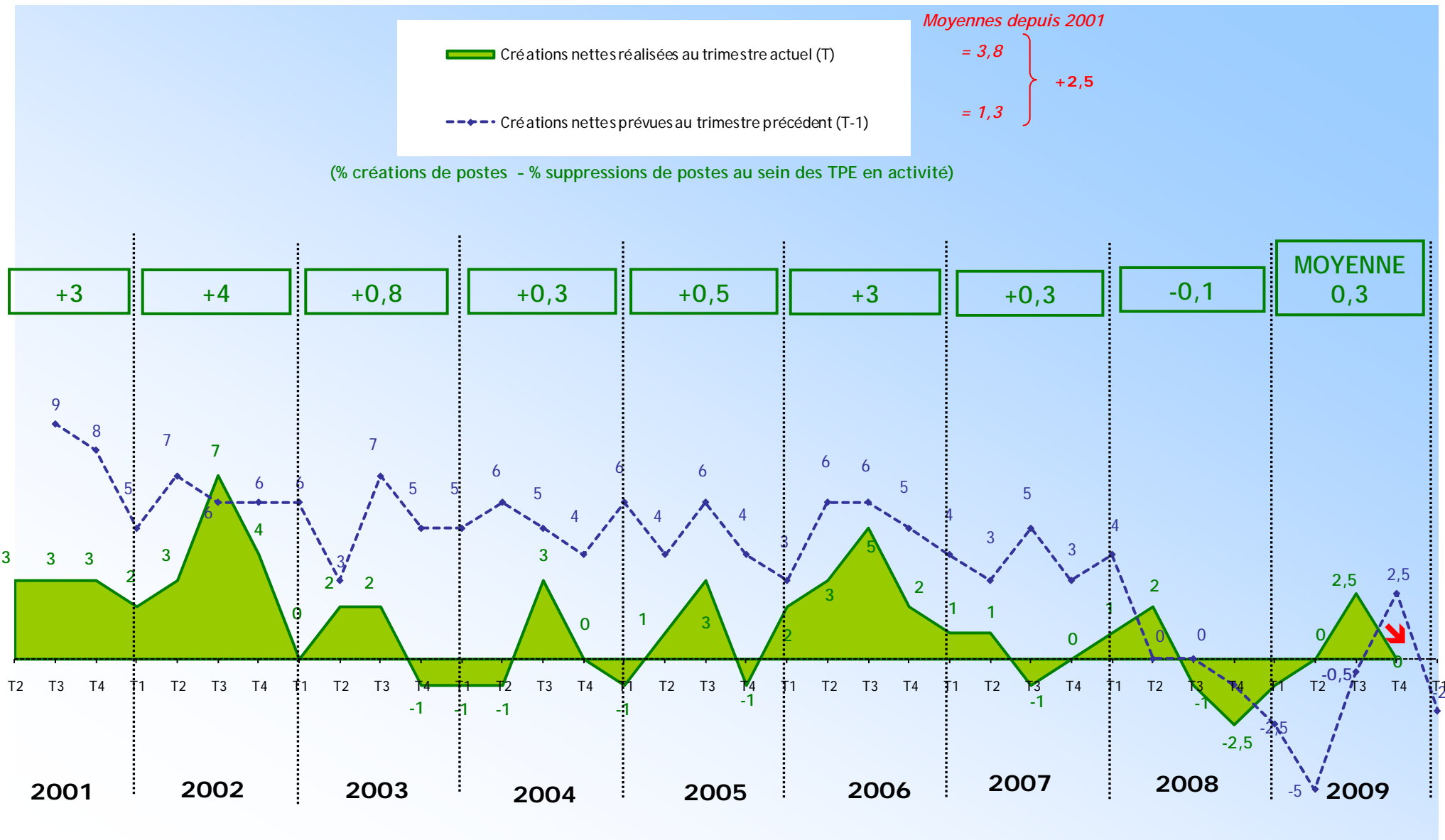
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Évolutions de l'emploi dans les TPE

- Résultats trimestriels -

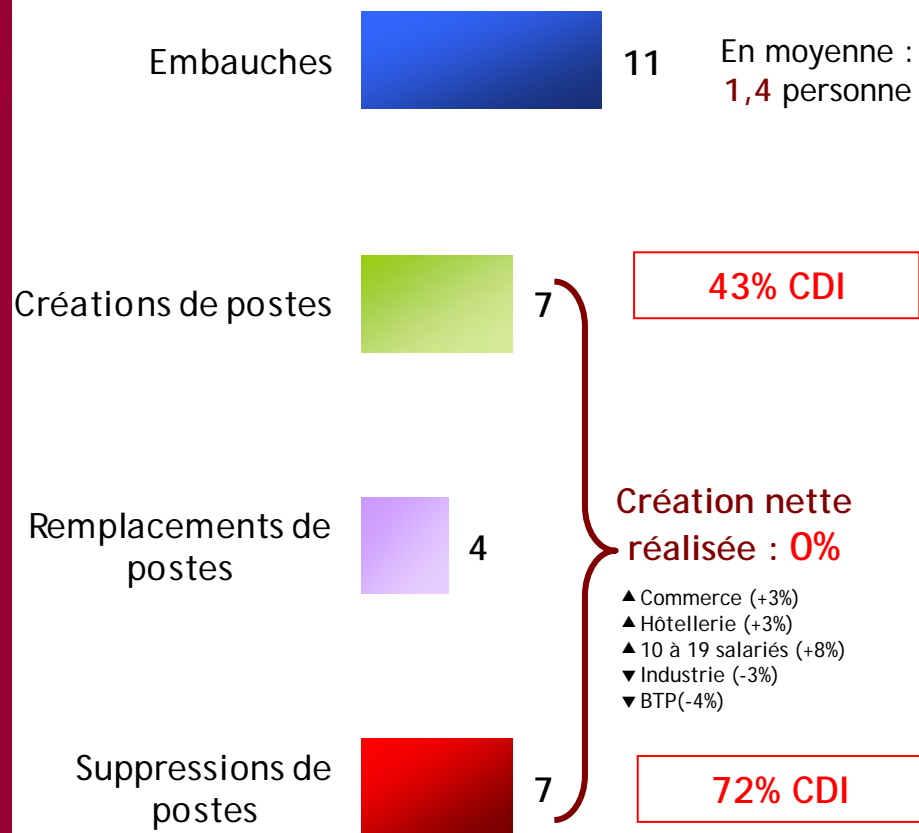


Évolutions des créations nettes - Résultats trimestriels -

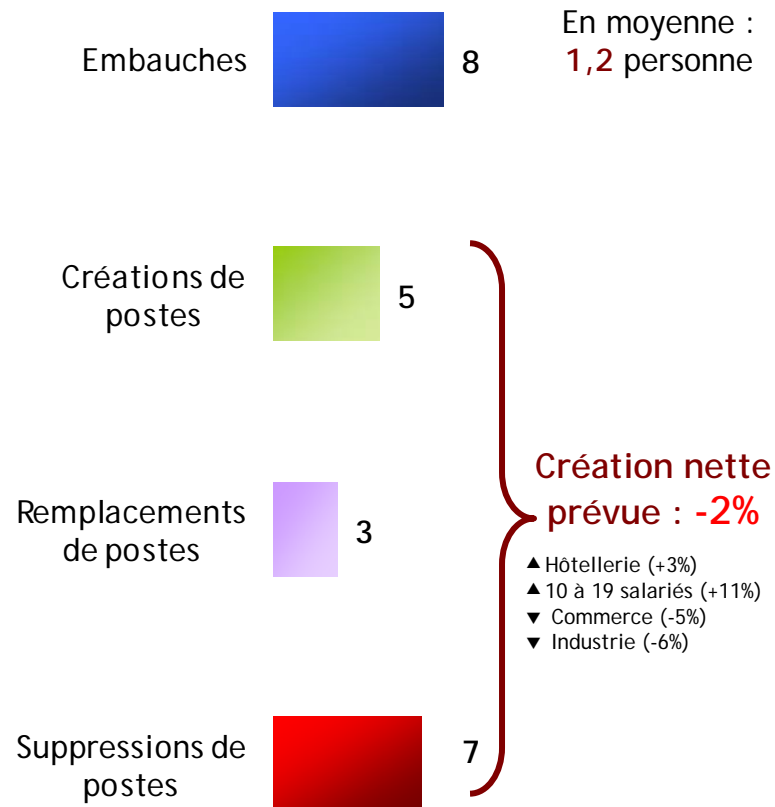


Embauches réalisées et perspectives au prochain trimestre

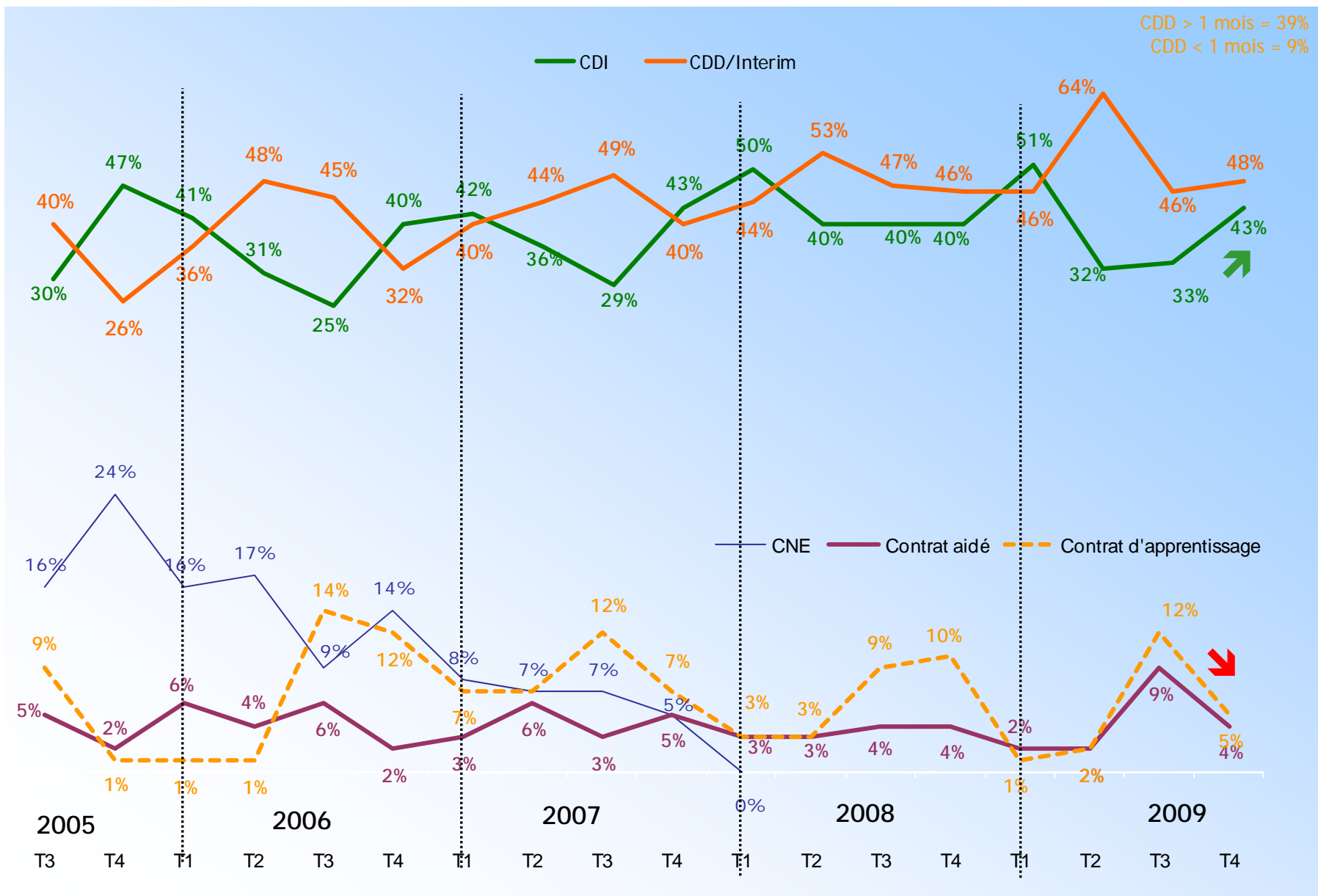
Réalisations d'octobre à décembre 2009



Perspectives de janvier à mars 2010



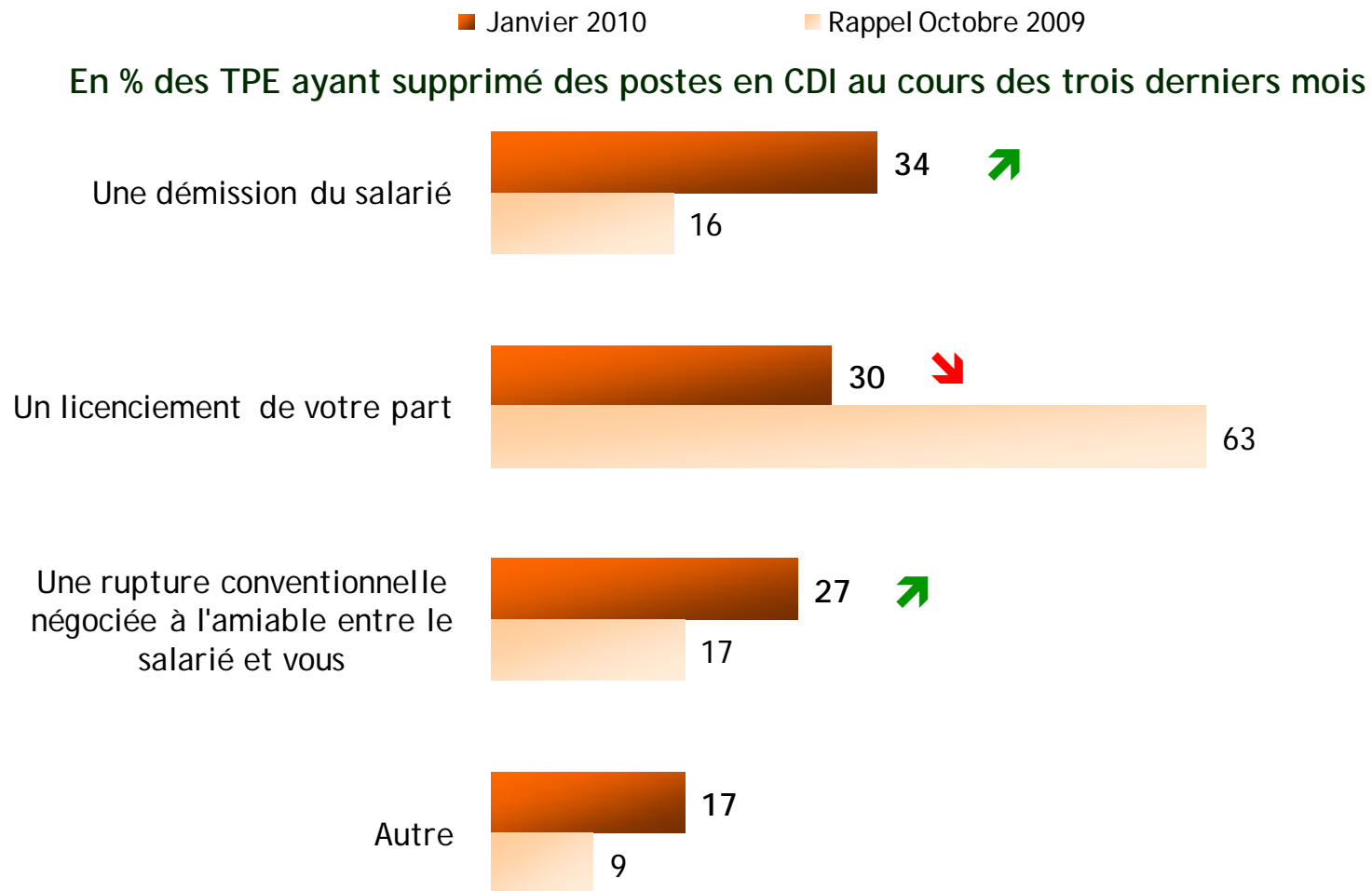
Types de contrats utilisés



Base : question posée aux TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

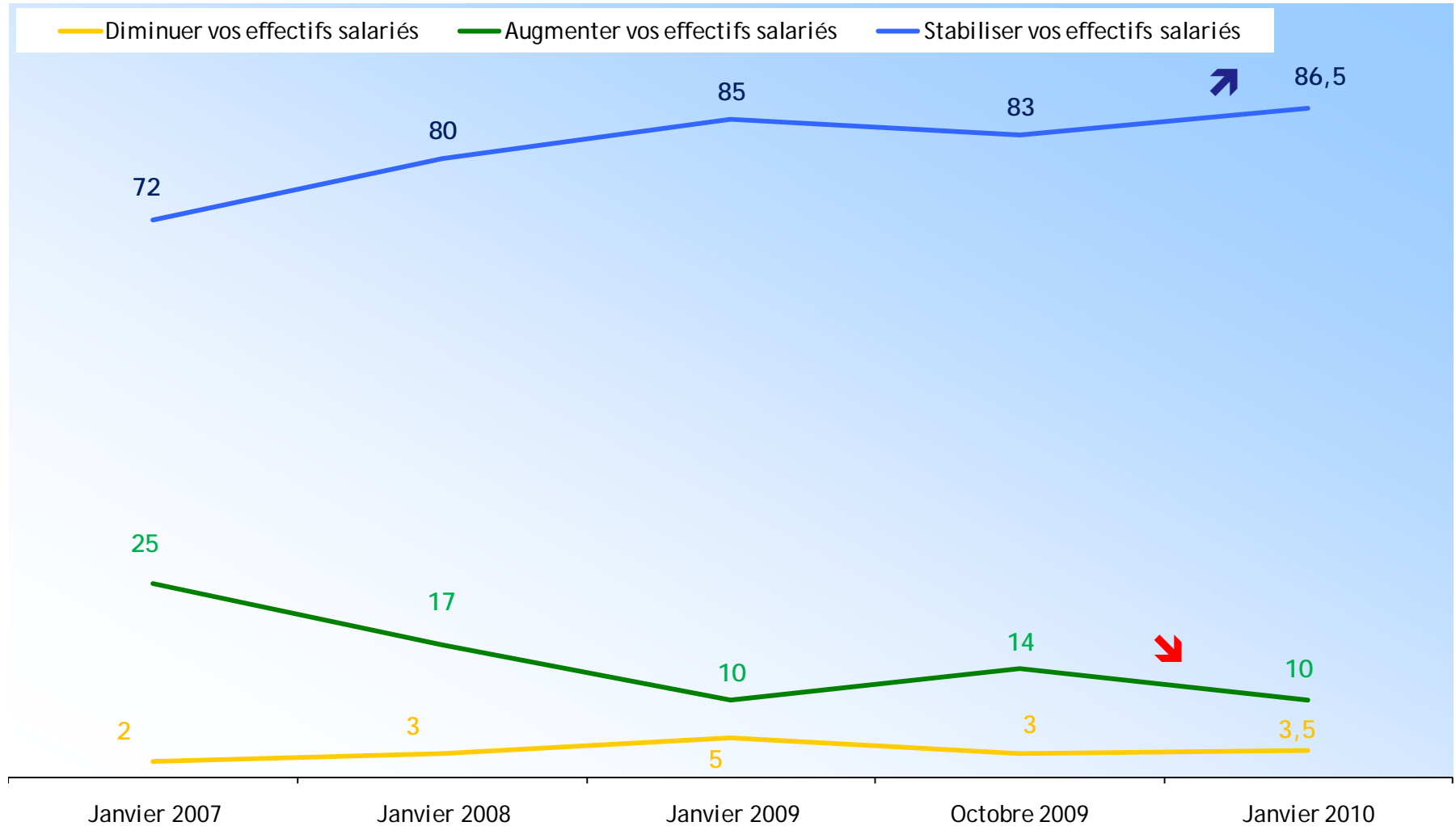
Modalités de suppression d'emploi

Question : cette(ces) suppression(s) étai(en)t-elle(s)...



Prévisions en matière d'emploi pour 2010

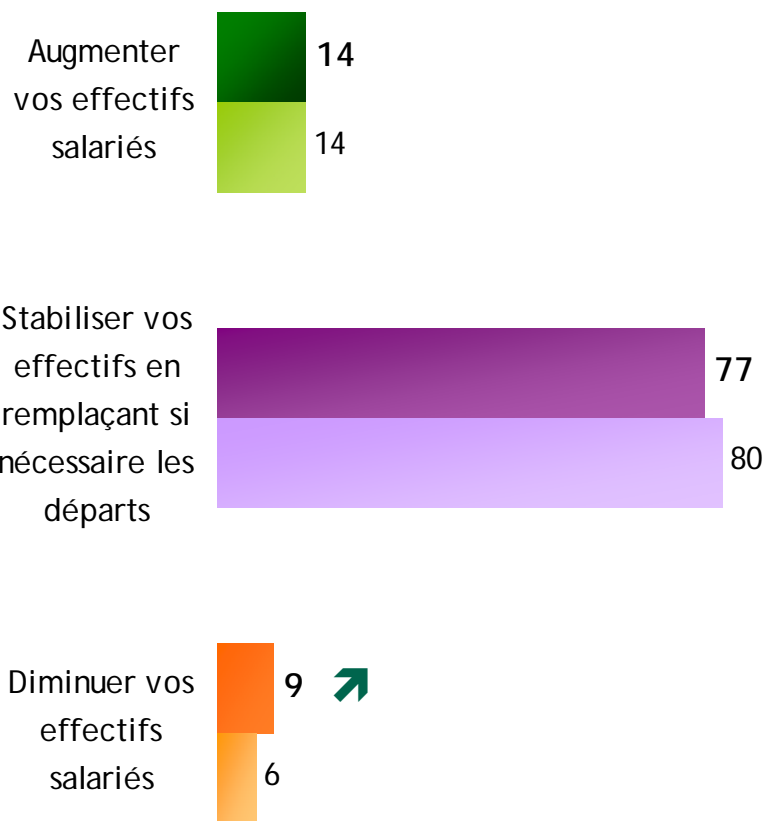
Question : compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2010 ?



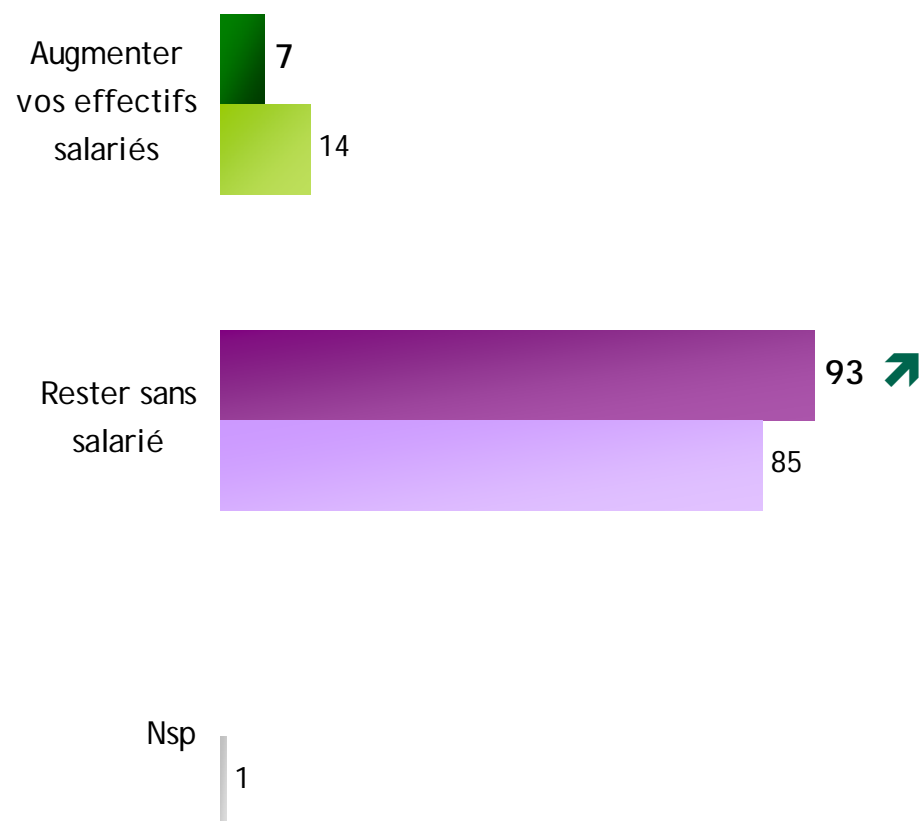
Prévisions en matière d'emploi pour 2010

Question : compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2010 ?

En % des TPE employeurs

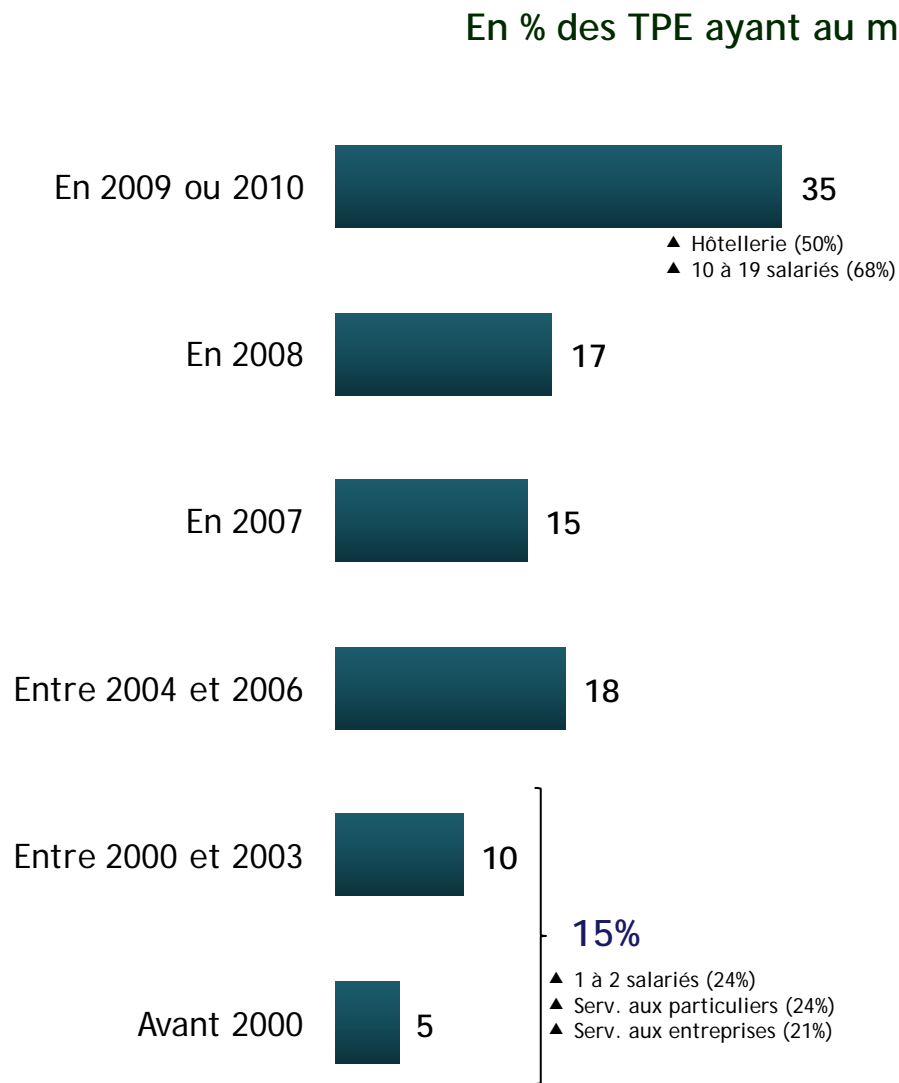


En % des TPE sans salarié

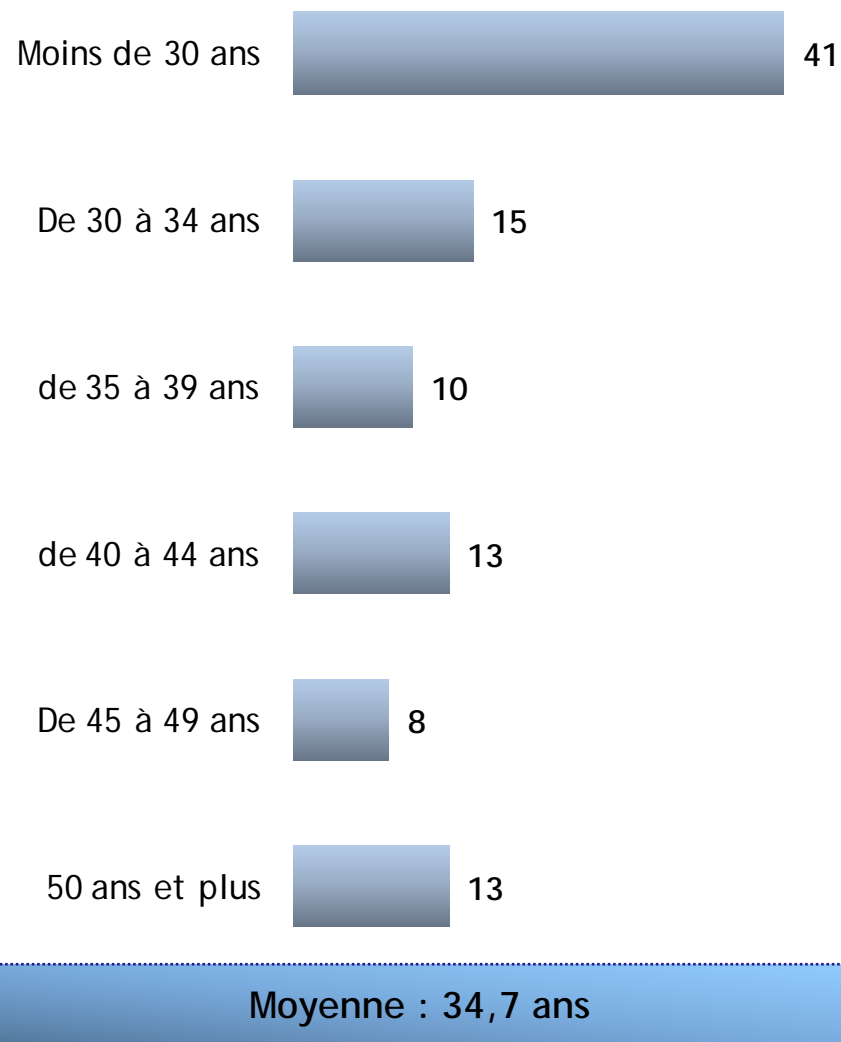


La dernière embauche en CDI

Question : à quelle année remonte votre dernière embauche réalisée en CDI ?



Question : quel est l'âge de la dernière personne que vous avez embauchée en CDI ?



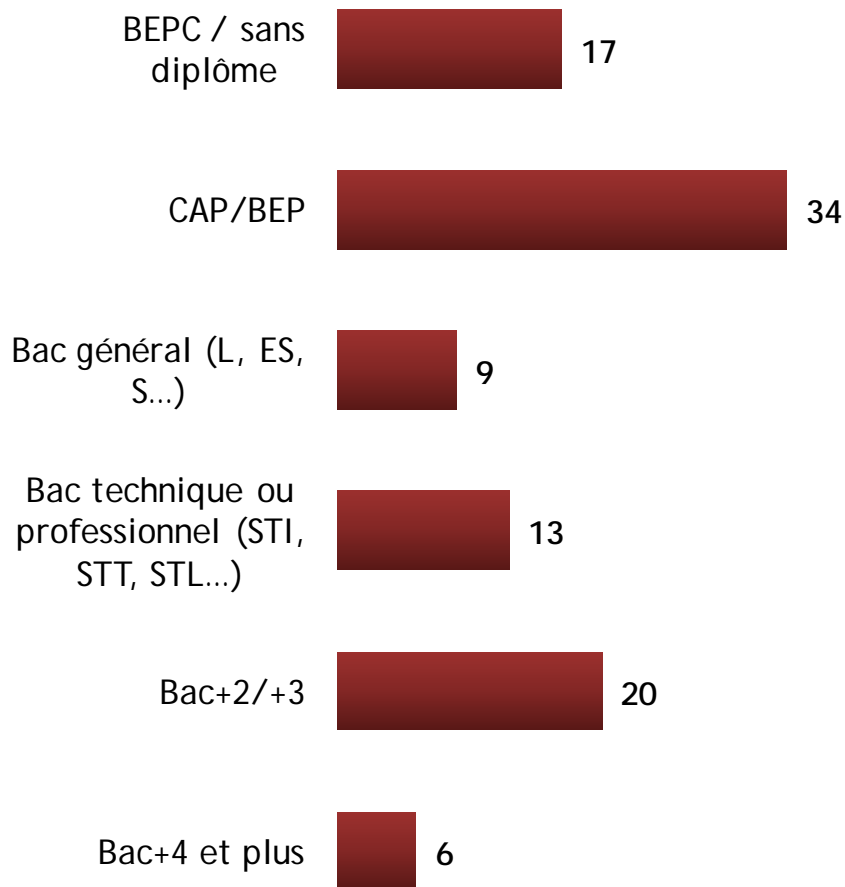
Base : TPE ayant au moins un salarié en CDI

Le profil de la dernière personne embauchée en CDI

Question : quel est le niveau de diplôme de la dernière personne que vous avez embauchée en CDI ?

Question : pour quel type de poste avez-vous recruté la dernière personne que vous avez embauchée en CDI ?

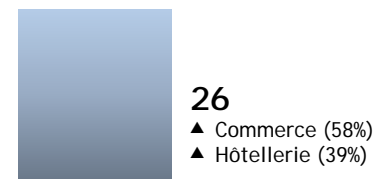
En % des TPE ayant au moins un salarié en CDI



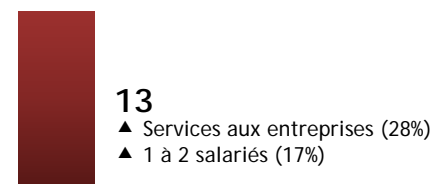
Technique ou production



Commercial ou vente



Administration / gestion comptable et financière



Base : TPE ayant au moins un salarié en CDI

LES FINANCES DES TPE

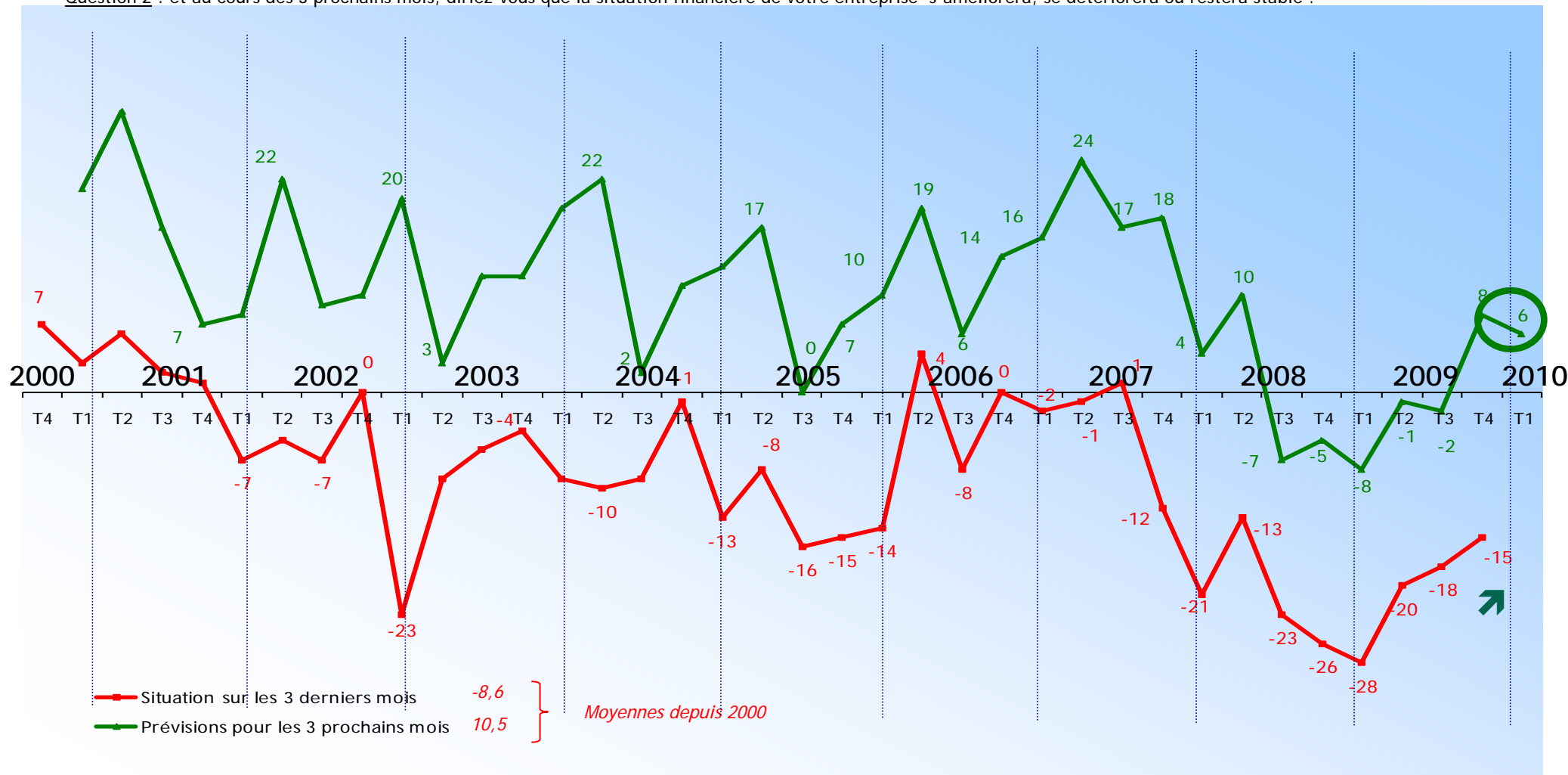
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

(*) % d'amélioration - % de détérioration

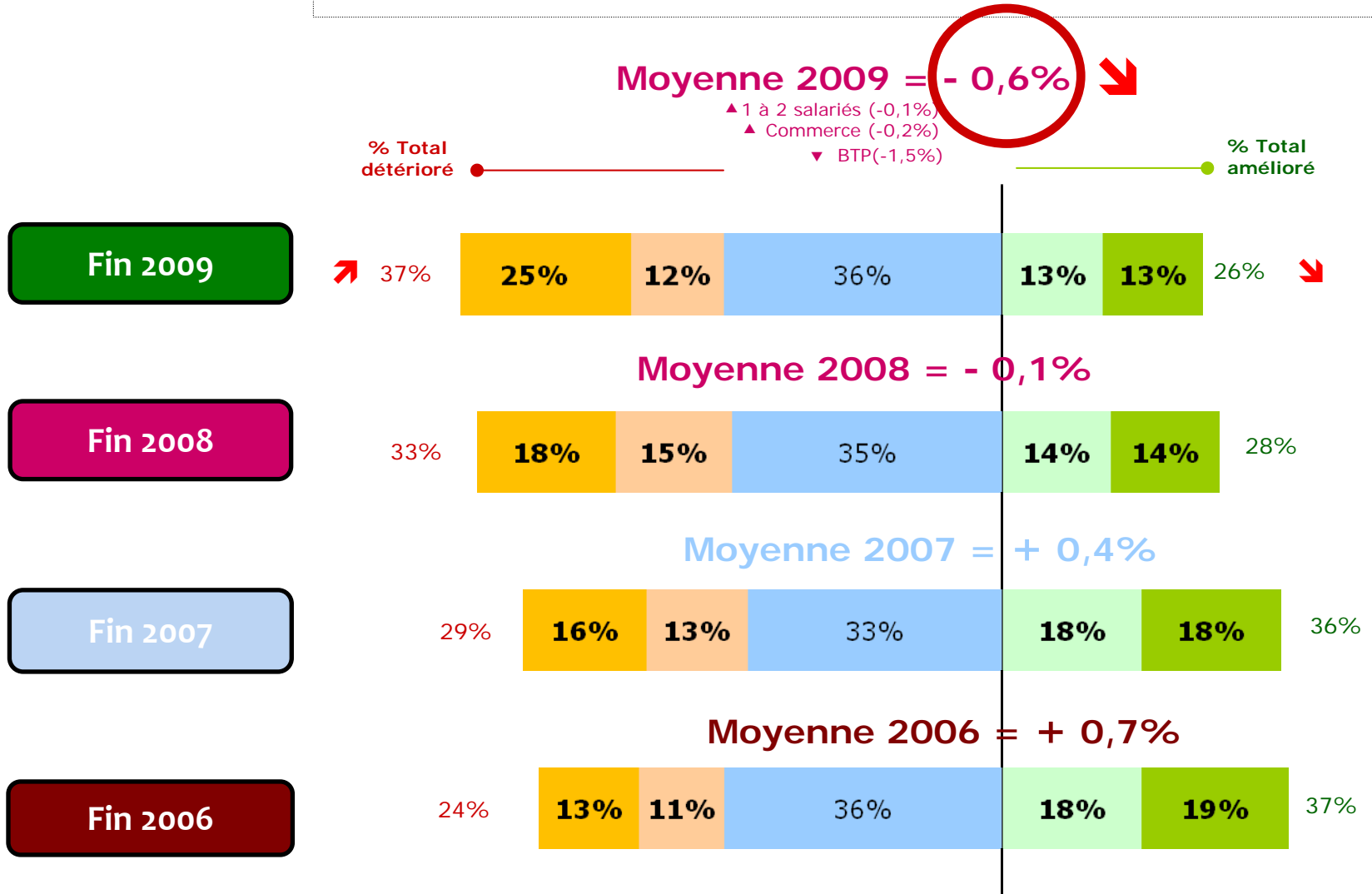
Question 1 : au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2 : et au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



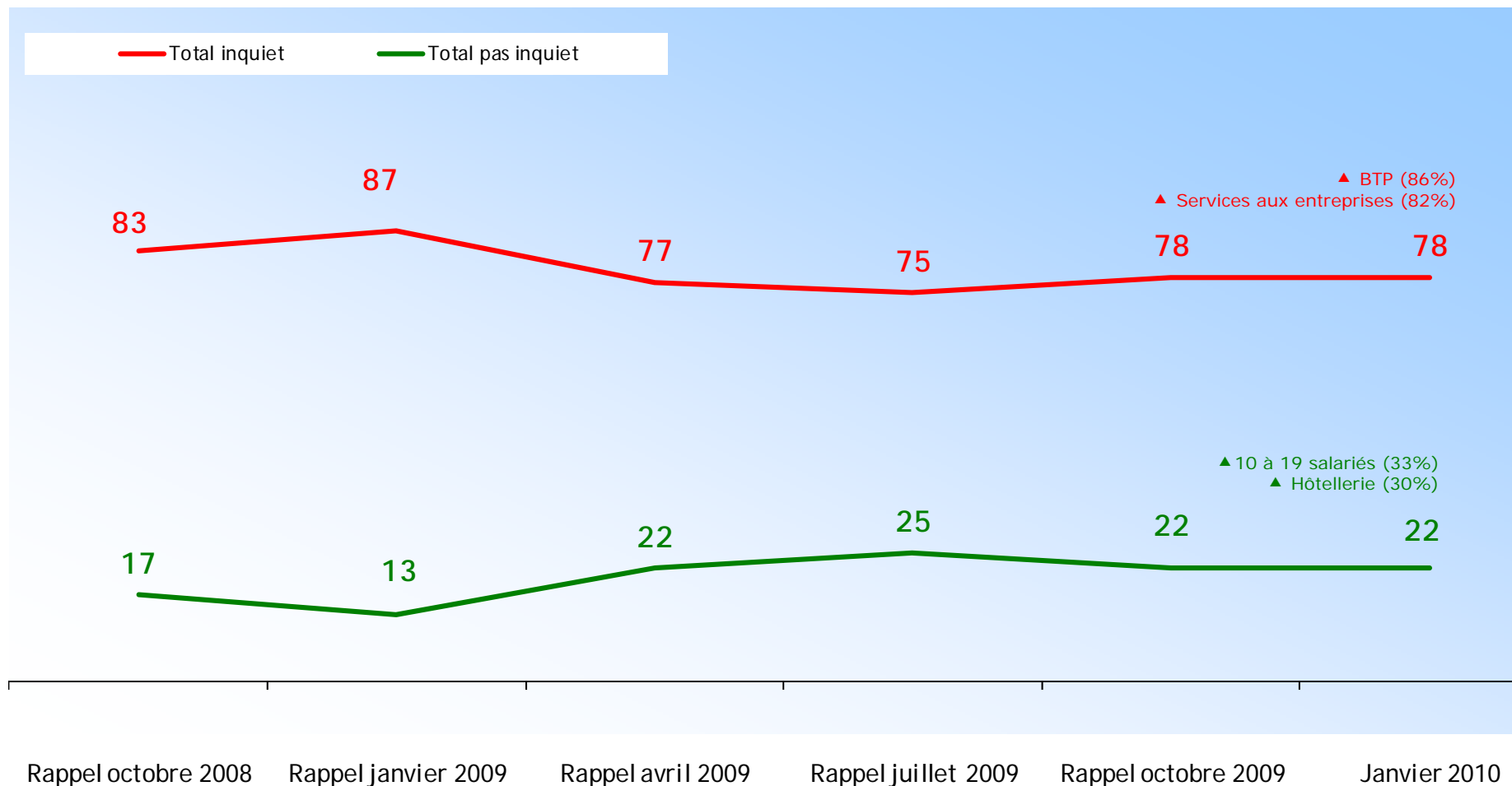
Les résultats annuels

Question : et globalement, au cours de cette année 2009, diriez-vous que les résultats de votre entreprise se sont...?



Un niveau d'inquiétude élevé face à la crise et qui ne fléchit pas

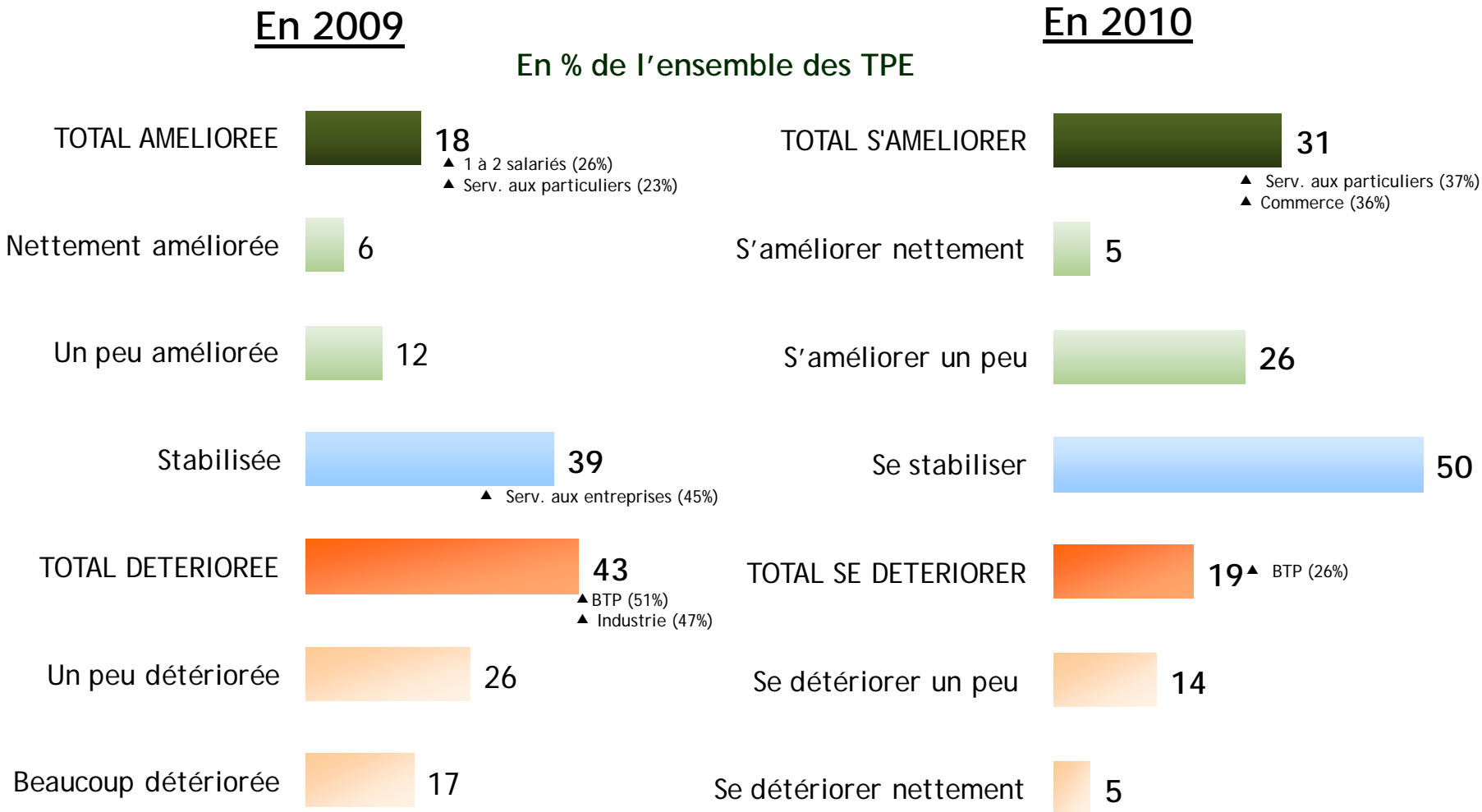
Question : vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



Une année 2009 éprouvante pour la santé financière de leur entreprise

Question : et globalement, au cours de cette année 2009, la situation financière de votre entreprise s'est... ?

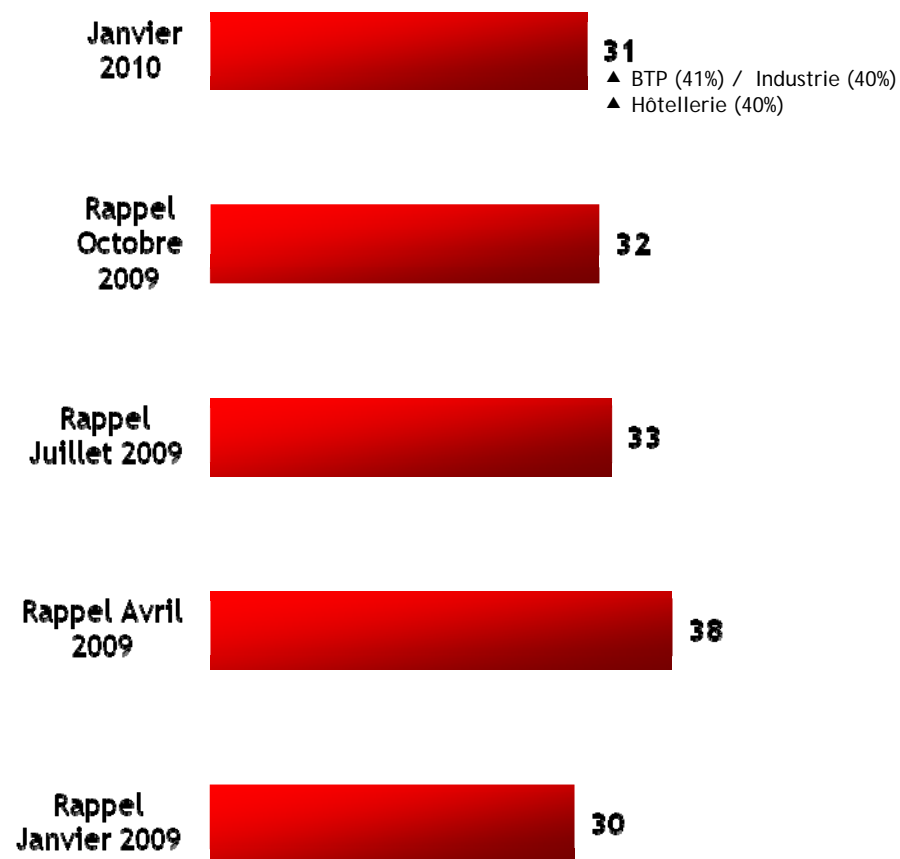
Question : et globalement pensez-vous qu'au cours de l'année 2010, la situation financière de votre entreprise va... ?



La situation financière des TPE reste préoccupante pour près d'un tiers d'entre elles, à un niveau équivalent à celui de début 2009

Question : actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

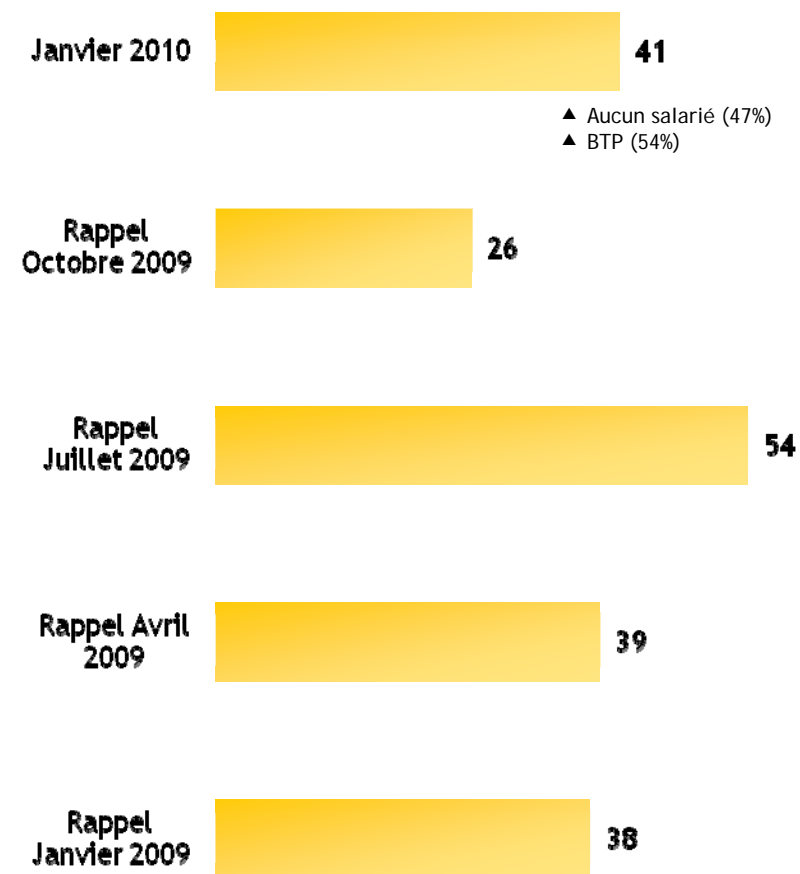
Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

Question : (si situation financière préoccupante) envisagez-vous la possibilité de cesser l'activité de votre entreprise au cours de l'année 2010 à cause de cette situation financière ?

Total envisage de cesser son activité à cause de cette situation préoccupante (en %)



Base : question posée aux patrons de TPE jugeant la situation financière de leur entreprise préoccupante

Evolution des recettes et des ventes dans les 3 prochains mois

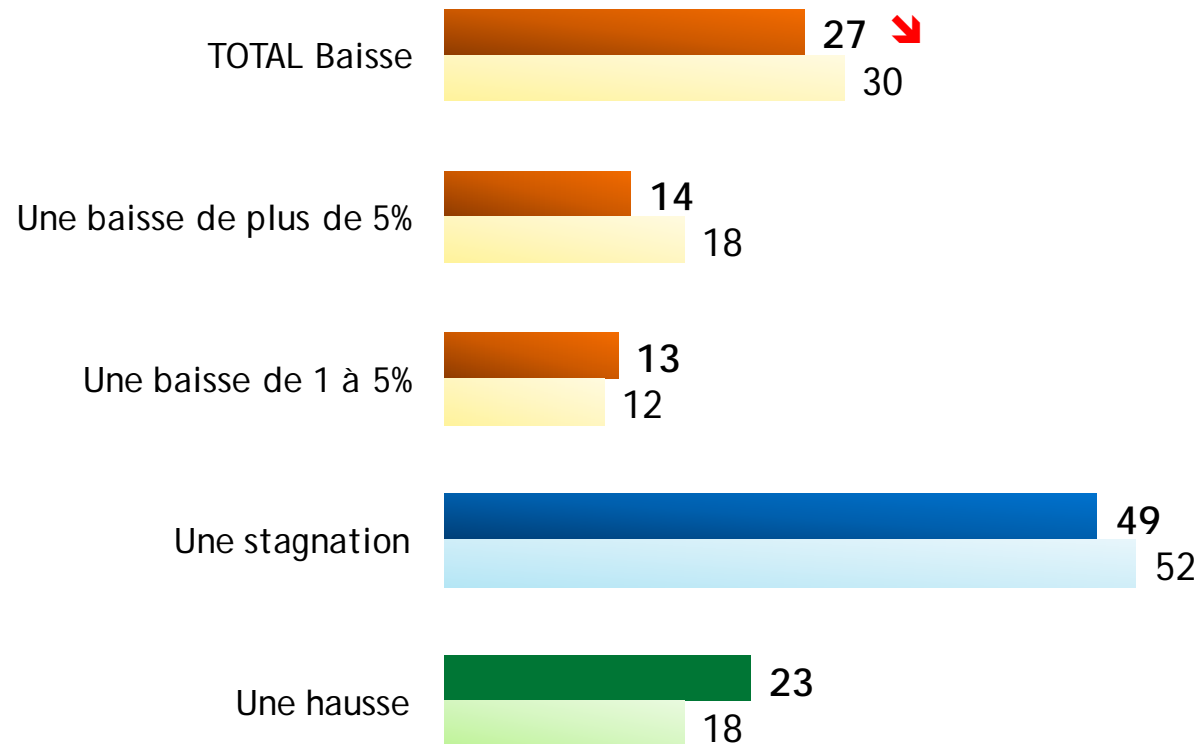
Question : pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?

■ Janvier 2010 ■ Rappel Octobre 2009

Moyenne : -0,4% ↗
Rappel moyenne octobre 2009 : -1,2%

- ▲ 10 à 19 salariés (+1,8%)
- ▲ Serv. aux entreprises (+0,4%)
- ▲ Serv. aux particuliers (+0,3%)
- ▼ BTP (-2,5%) / Hôtellerie (-1,5%)

En % de l'ensemble des TPE

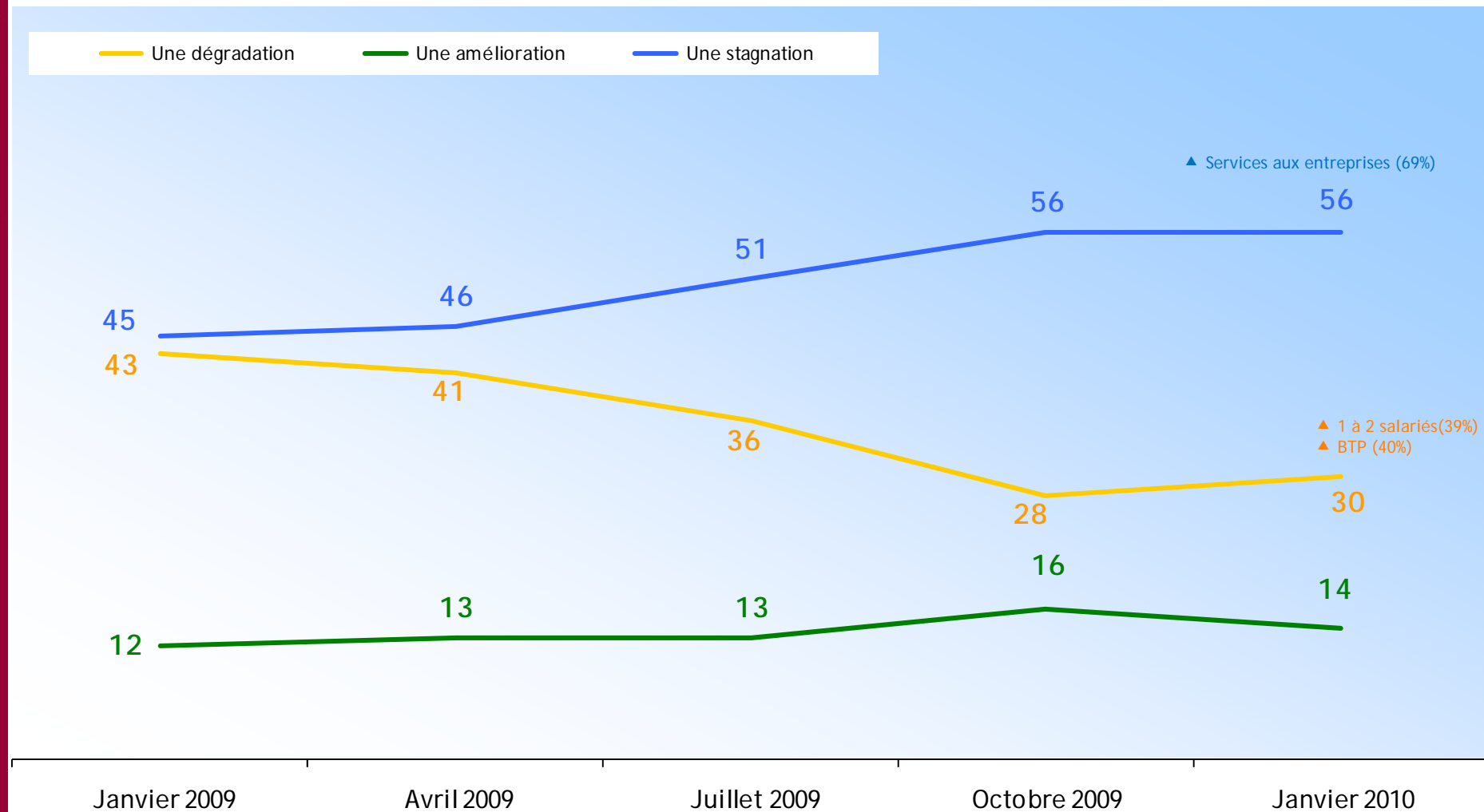


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Perspectives de trésorerie à 3 mois

Question : et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



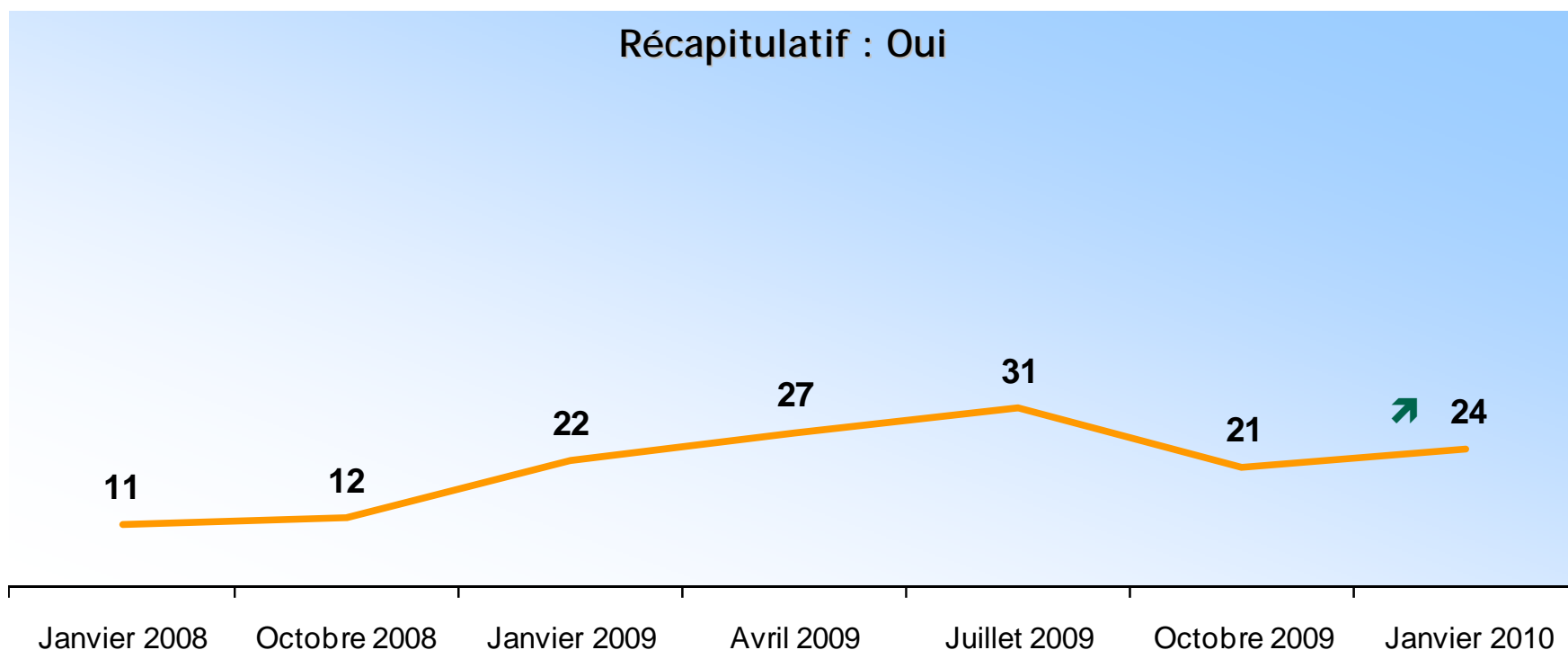
LES RELATIONS DES TPE AVEC LEURS BANQUES

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

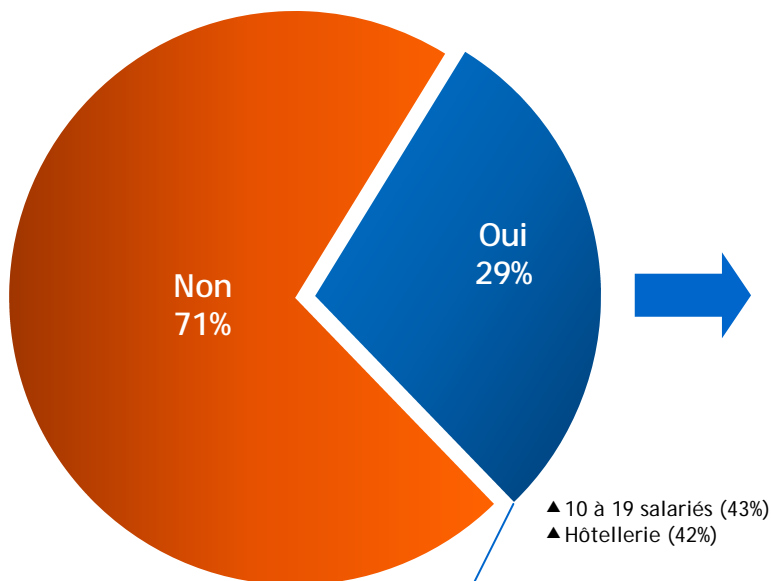
Regain du durcissement des conditions d'accès au crédit

Question : avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ?



Les demandes de financement auprès des banques progressent en début d'année

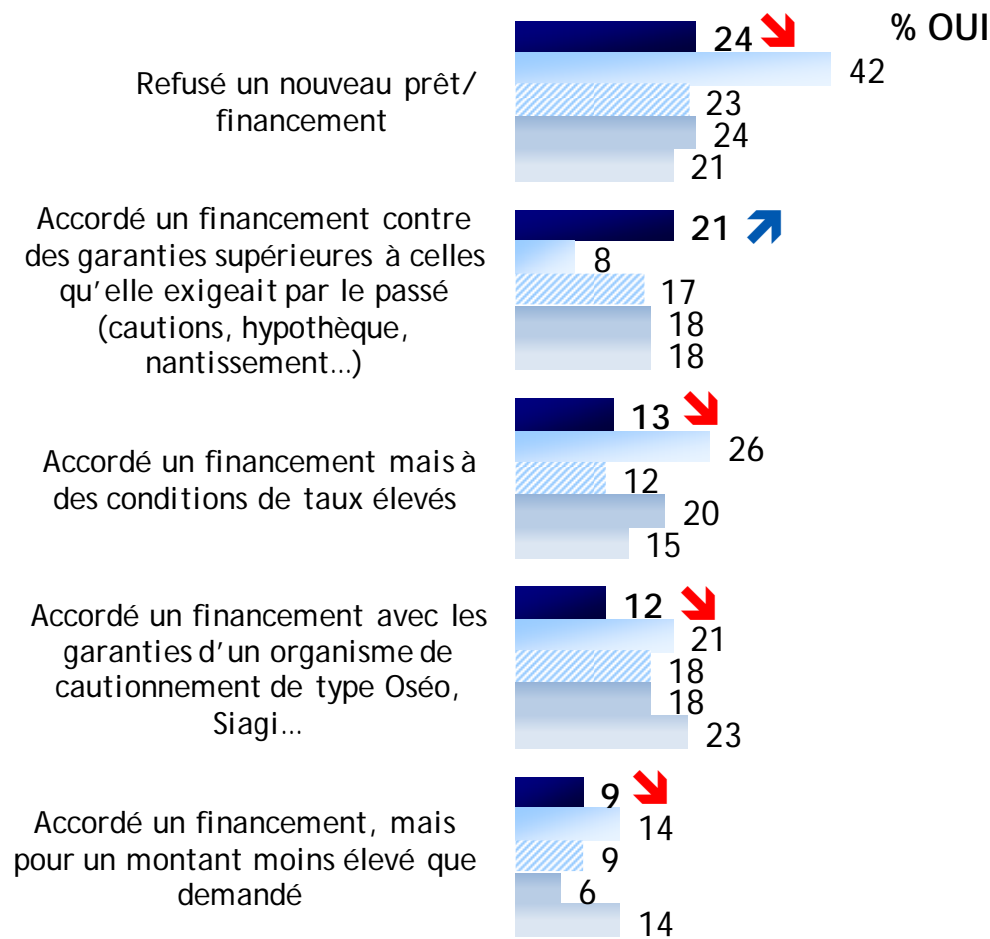
Question : avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?



Rappel octobre 2009 : 25%
Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26%
Rappel janvier 2009 : 28%

Question : (si demande de financement auprès de sa banque) votre banque vous a-t-elle récemment... ?

■ Janvier 2010 ■ Octobre 2009 ▨ Juillet 2009 ■ Avril 2009 ■ Janvier 2009



Au moins une mesure de durcissement : 50%

Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Base : question posée aux patrons de TPE ayant fait une demande de financement auprès de leur banque

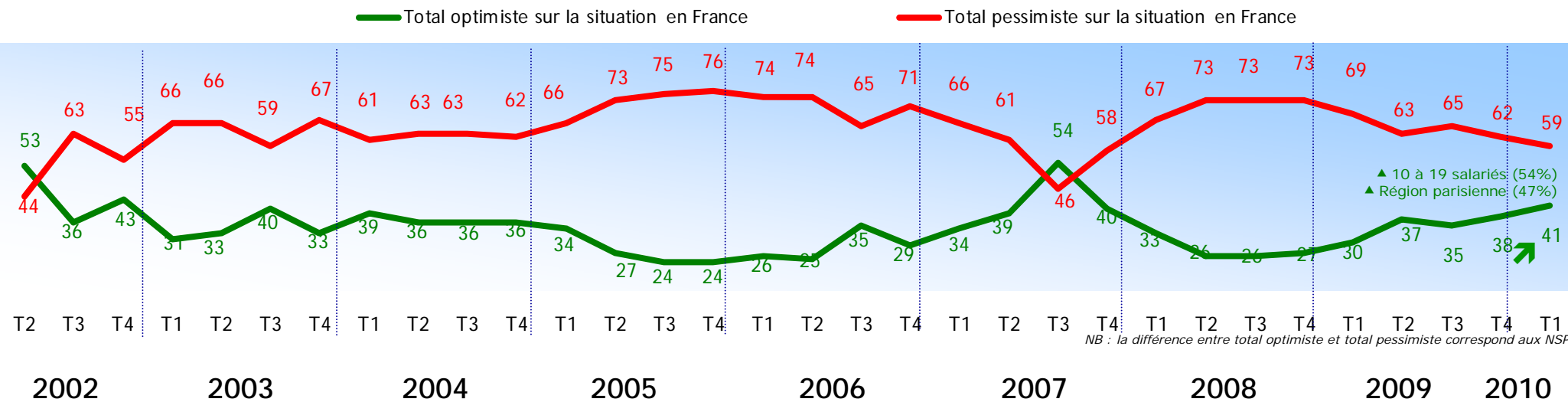
LES TPE ET L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Note de lecture

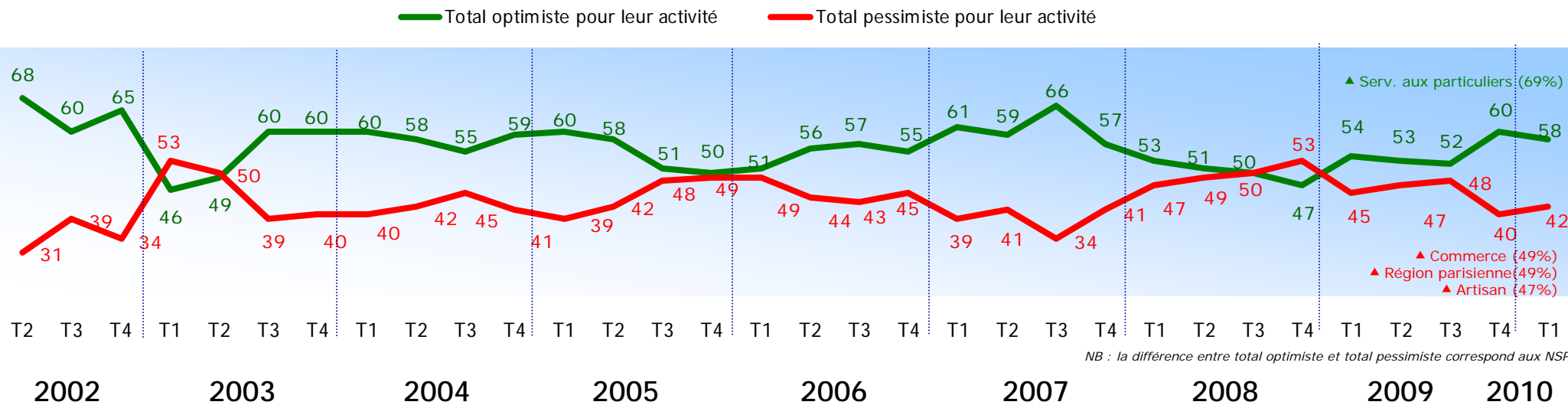
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Optimisme sur la situation en France et pour leur activité

Question : en prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?

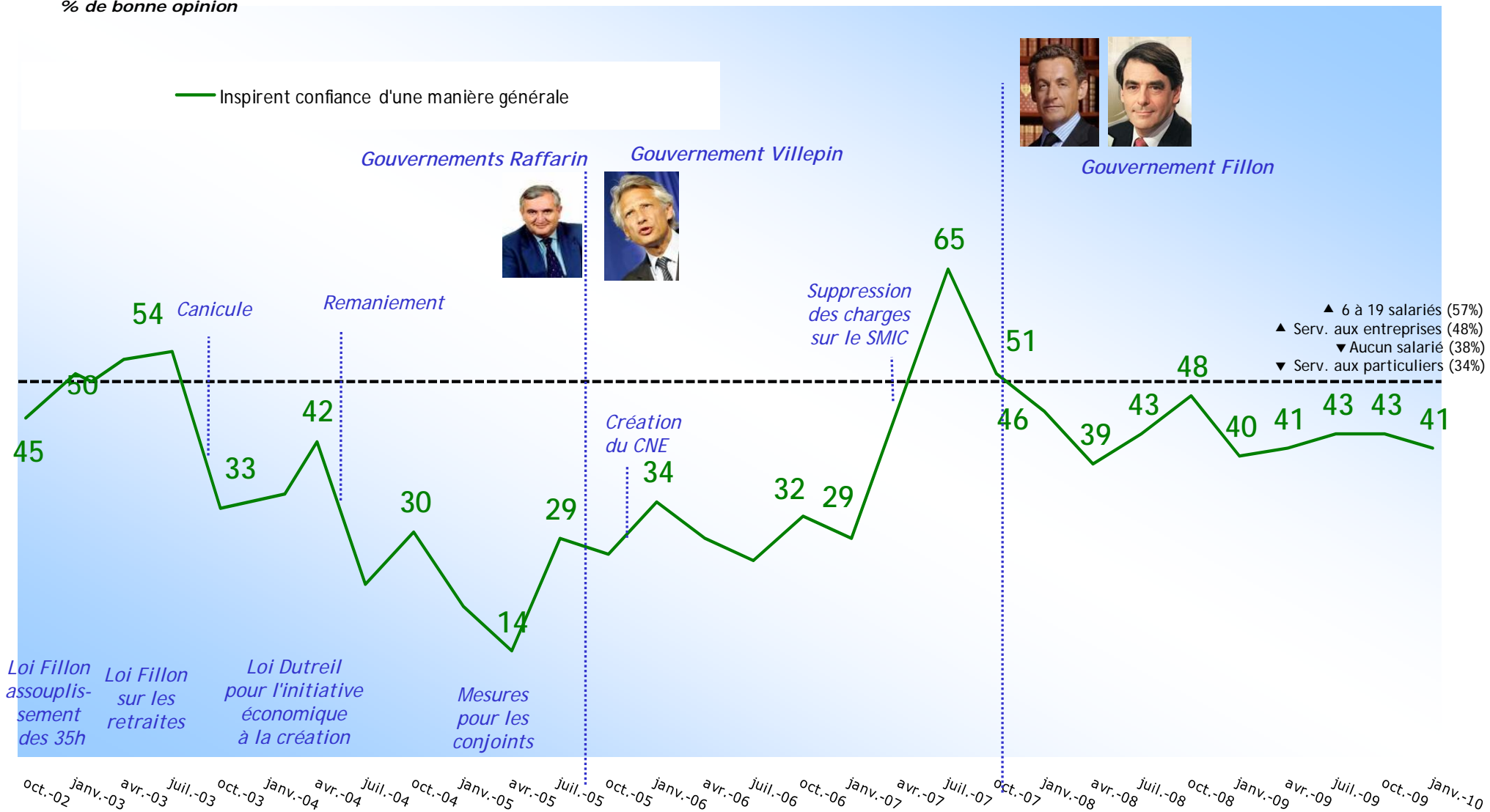


Question : et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?



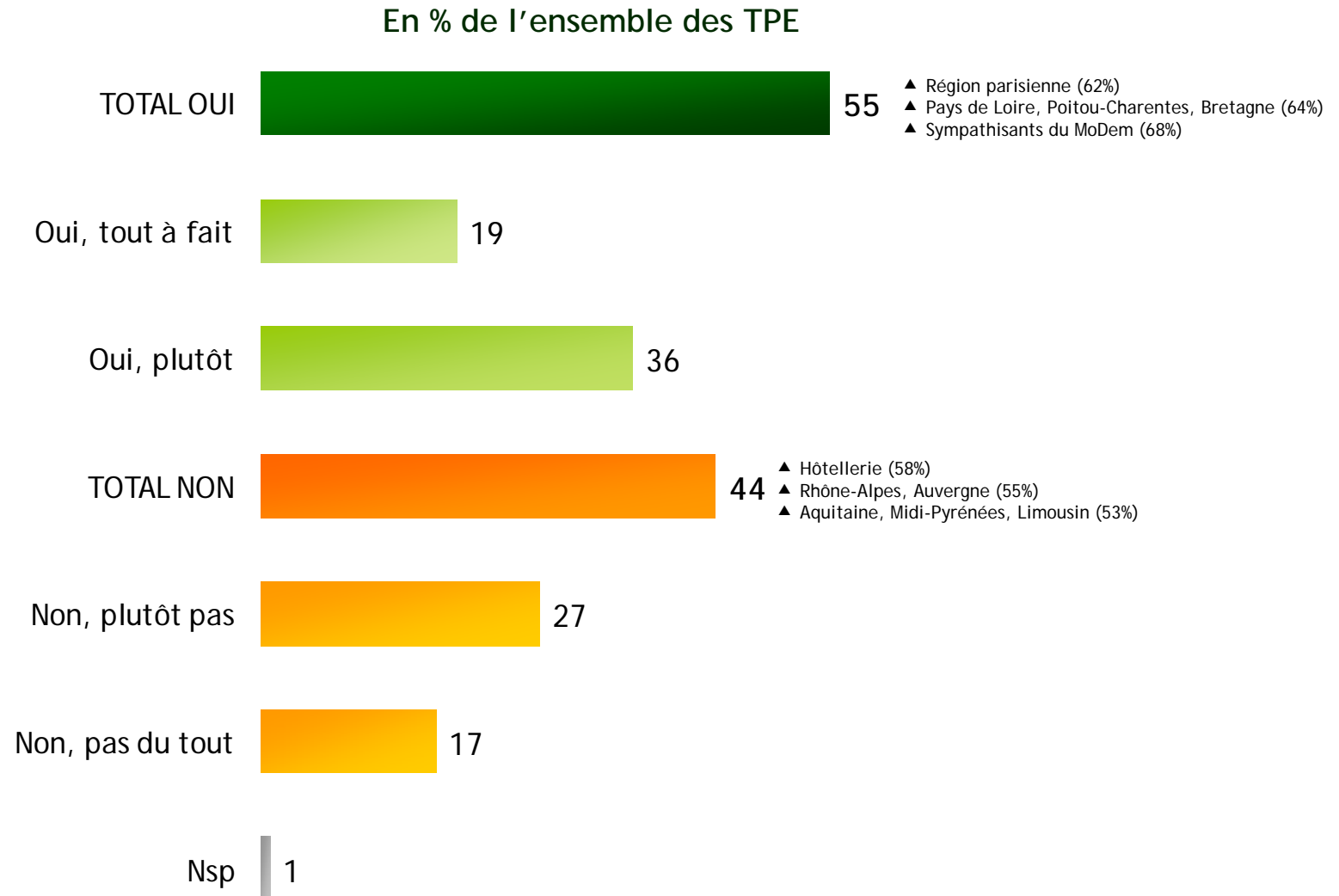
Question : à propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

% de bonne opinion



Une majorité de TPE pronostique un affaiblissement de la volonté réformatrice de Nicolas Sarkozy à l'approche de 2012

Question : selon vous, en 2010, la volonté réformatrice de Nicolas Sarkozy pourrait-elle s'affaiblir compte-tenu de l'approche de l'élection présidentielle de 2012 ?

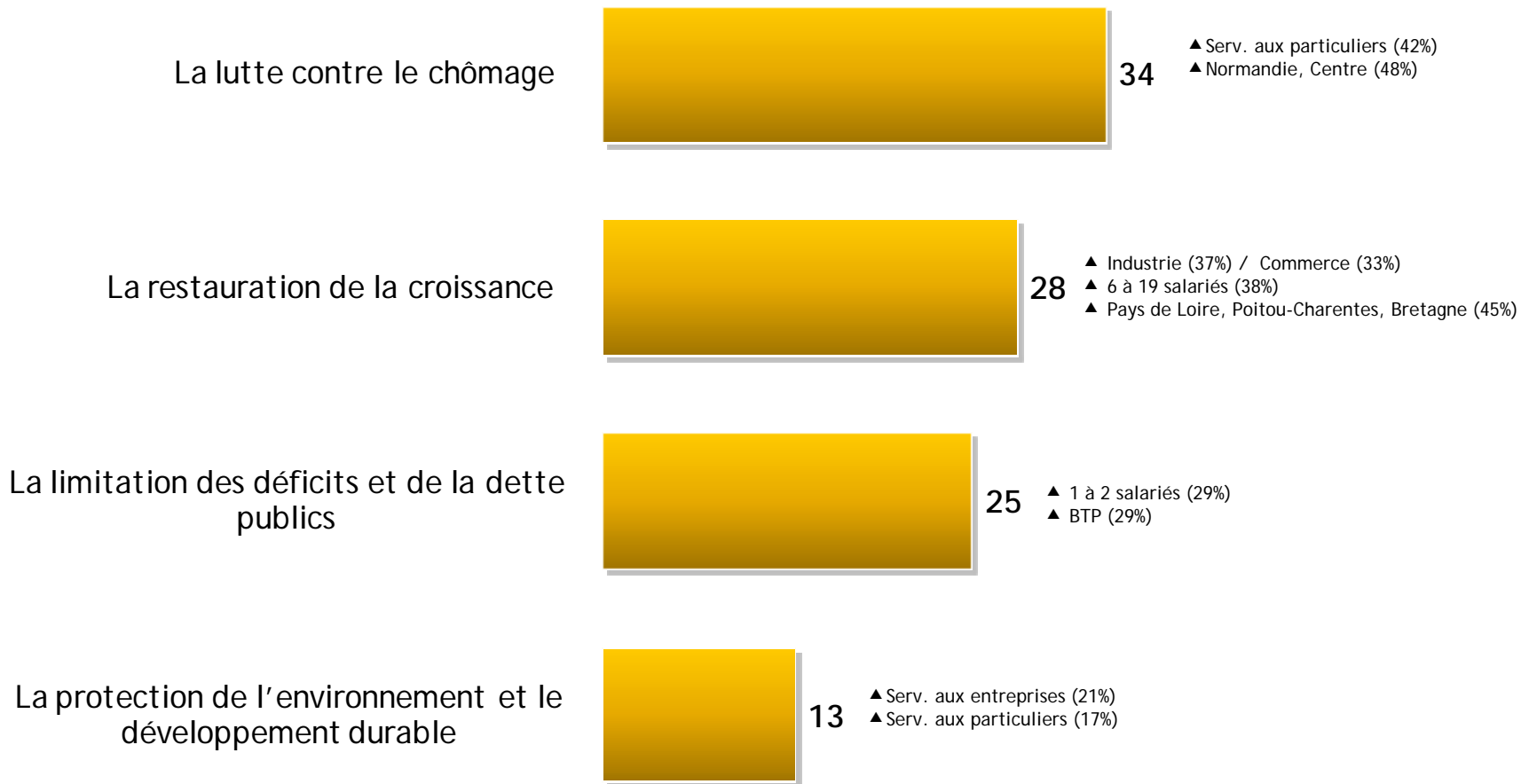


Base : ensemble des TPE

Priorité au chômage, à la croissance et à la limitation des déficits et de la dette publics

Question : parmi la liste suivante, quelle devrait être pour vous la grande priorité du gouvernement pour l'année 2010 ?

En % de l'ensemble des TPE



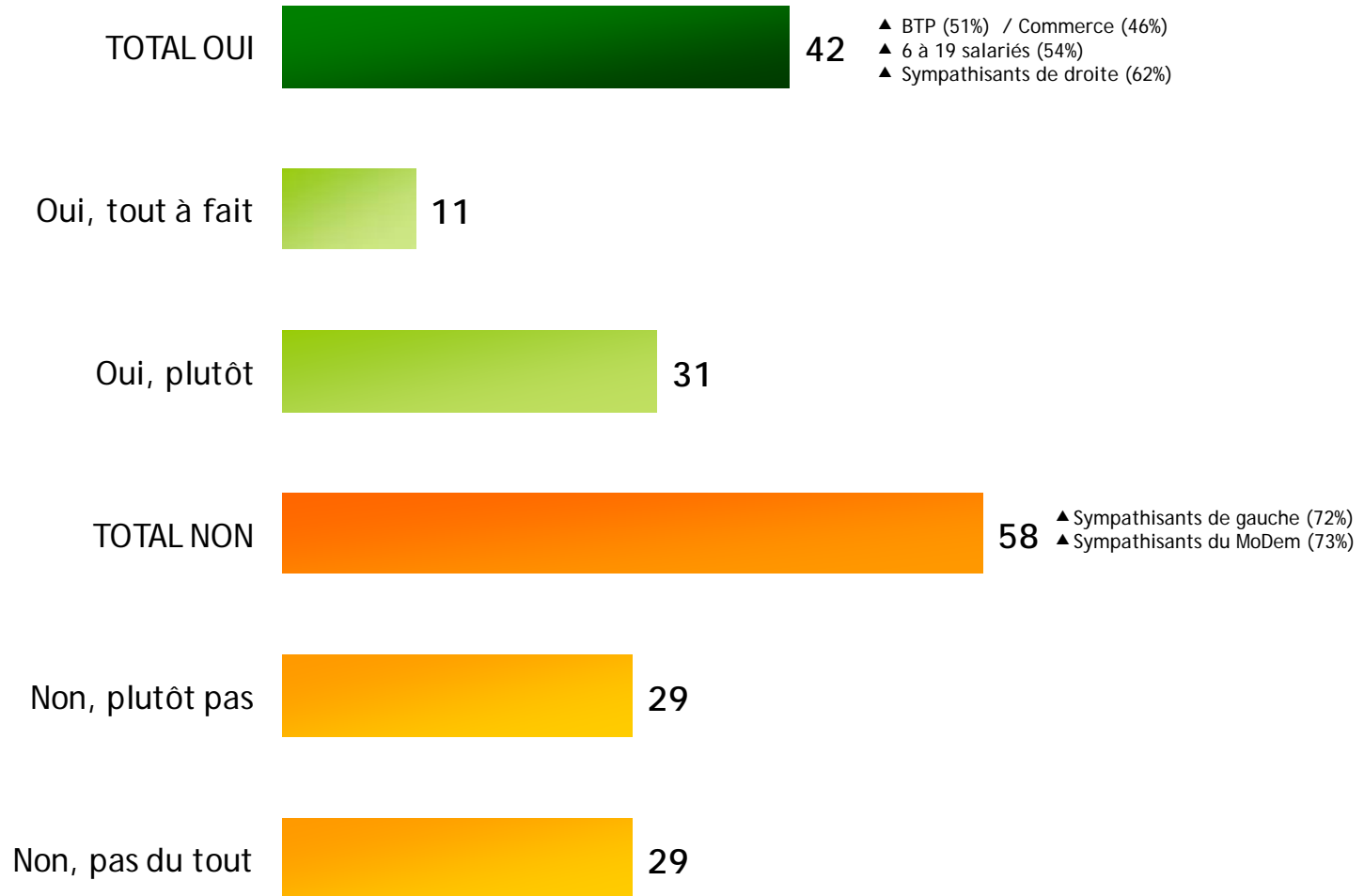
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Près de six TPE sur dix ne perçoivent pas de ligne directrice forte dans l'action du gouvernement

Question : percevez-vous dans l'action et la communication du président de la République et du gouvernement une ligne directrice forte de nature à restaurer la confiance et la croissance, à endiguer le chômage et à améliorer les déficits et la dette publics ?

En % de l'ensemble des TPE



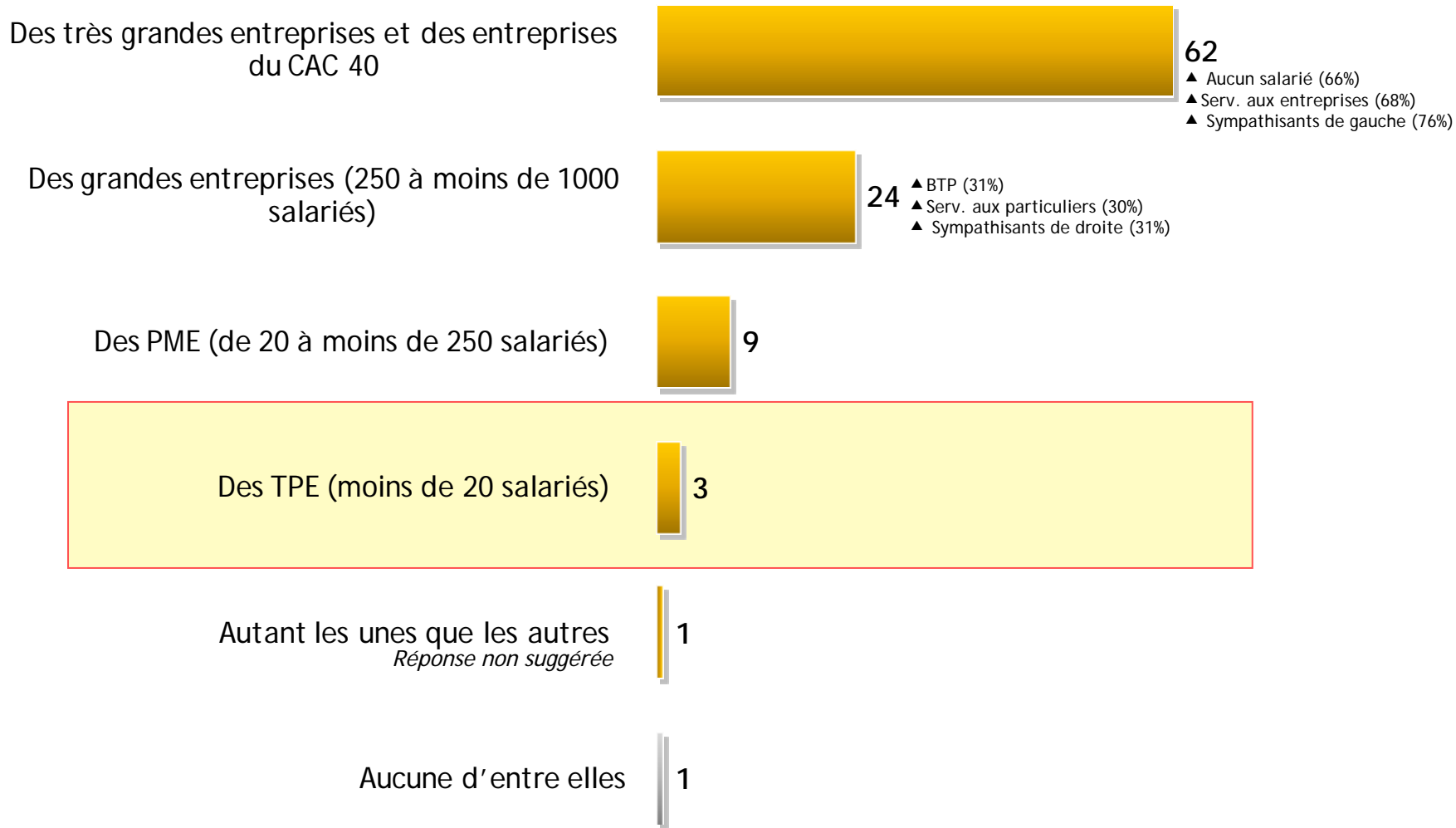
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

La perception d'un gouvernement prioritairement à l'écoute des très grandes entreprises et des entreprises du CAC 40

Question : à votre avis, de quel type d'entreprises Nicolas Sarkozy et le gouvernement sont-ils le plus à l'écoute ?

En % de l'ensemble des TPE



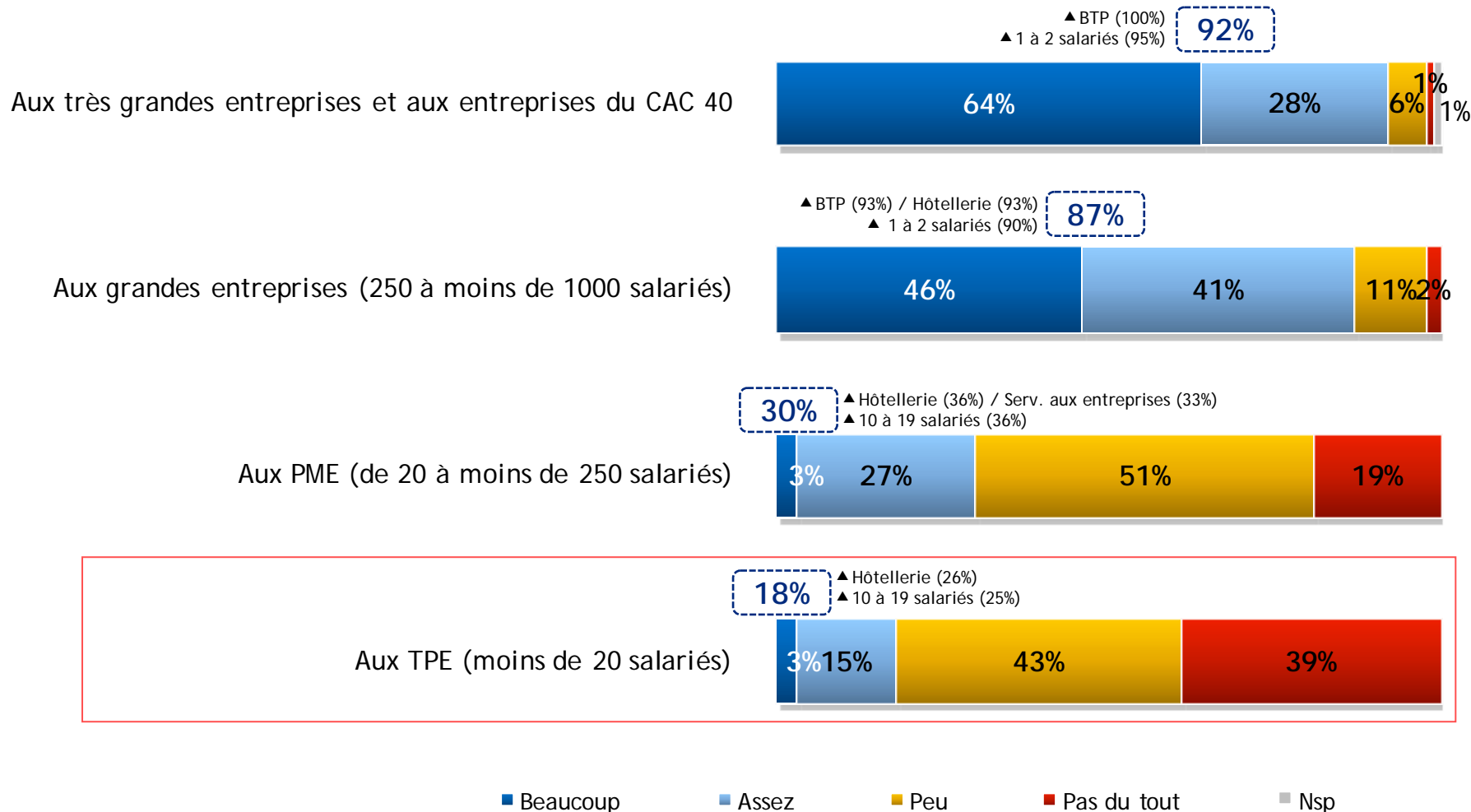
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Moins d'un cinquième des TPE a le sentiment de bénéficier des réformes engagées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement

Question : plus précisément, diriez-vous que les réformes engagées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement profitent beaucoup, assez, peu ou pas du tout... ?

Total Beaucoup / assez



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

FOCUS SUR L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES TPE

Note de lecture

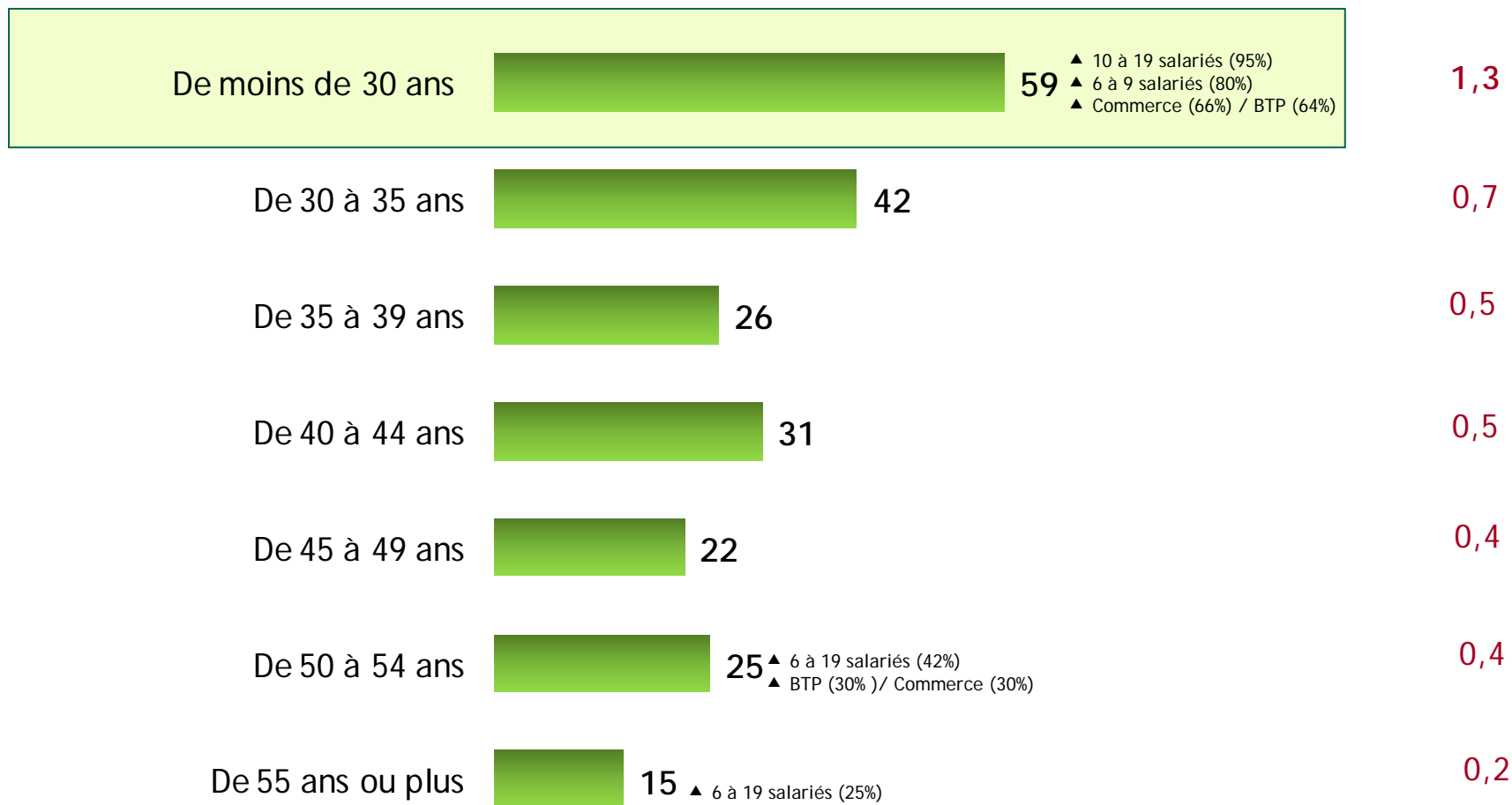
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Près de six TPE sur dix employant un ou plusieurs salariés comptent au moins un jeune âgé de moins de 30 ans parmi leurs effectifs

Question : parmi vos salariés, combien sont âgés ... ?

Récapitulatif : en % de « au moins un salarié dans cette tranche d'âge »

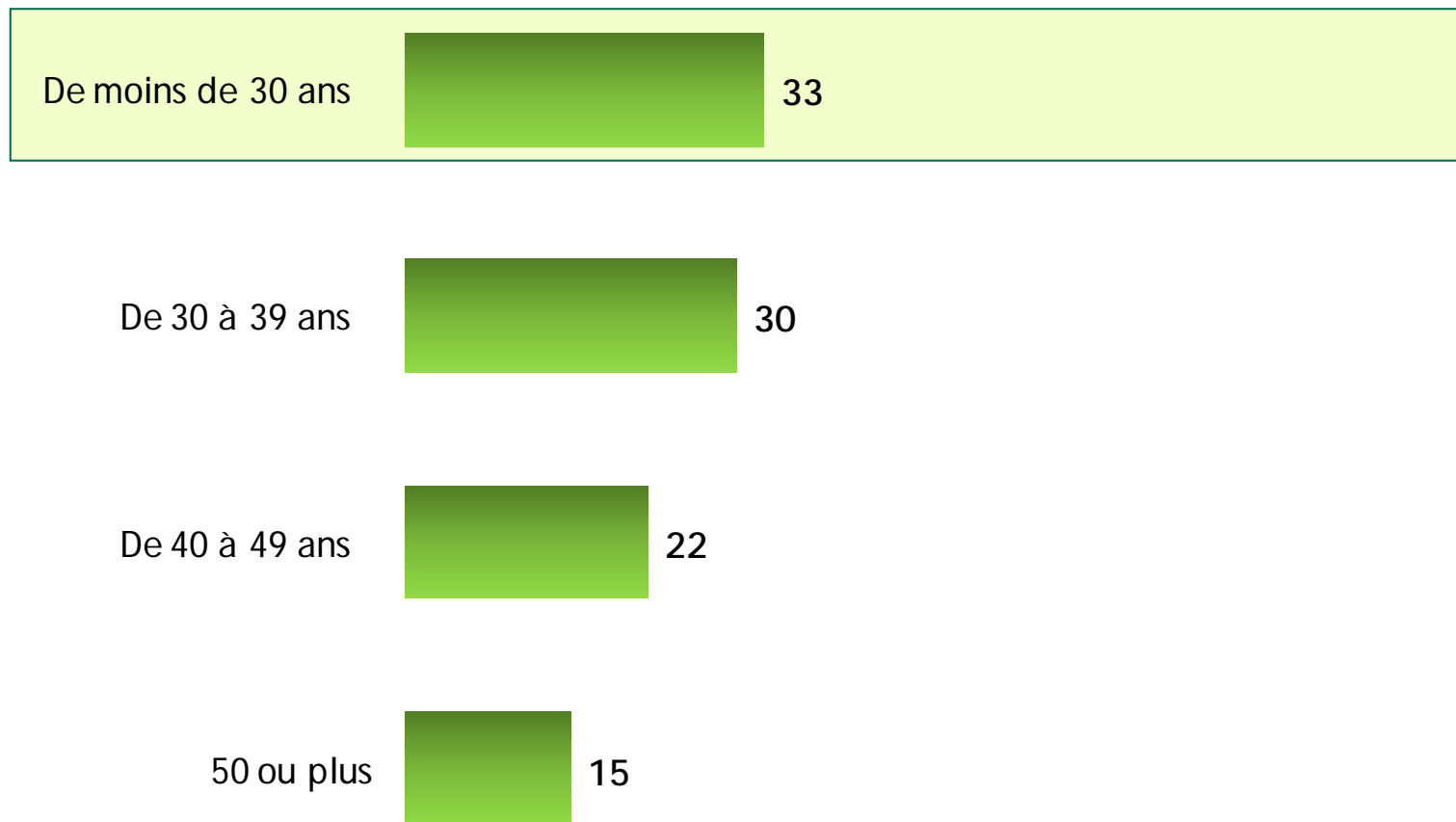
Moyenne
 (nombre de salariés dans la tranche d'âge)



Base : employeurs ayant au moins un salarié

Sur 100 salariés de TPE, un tiers est âgé de moins de 30 ans

Récapitulatif : sur 100 salariés employés dans une TPE...



Base : employeurs ayant au moins un salarié

Des embauches principalement réalisées en CDI au profit de personnes fréquemment sans emploi

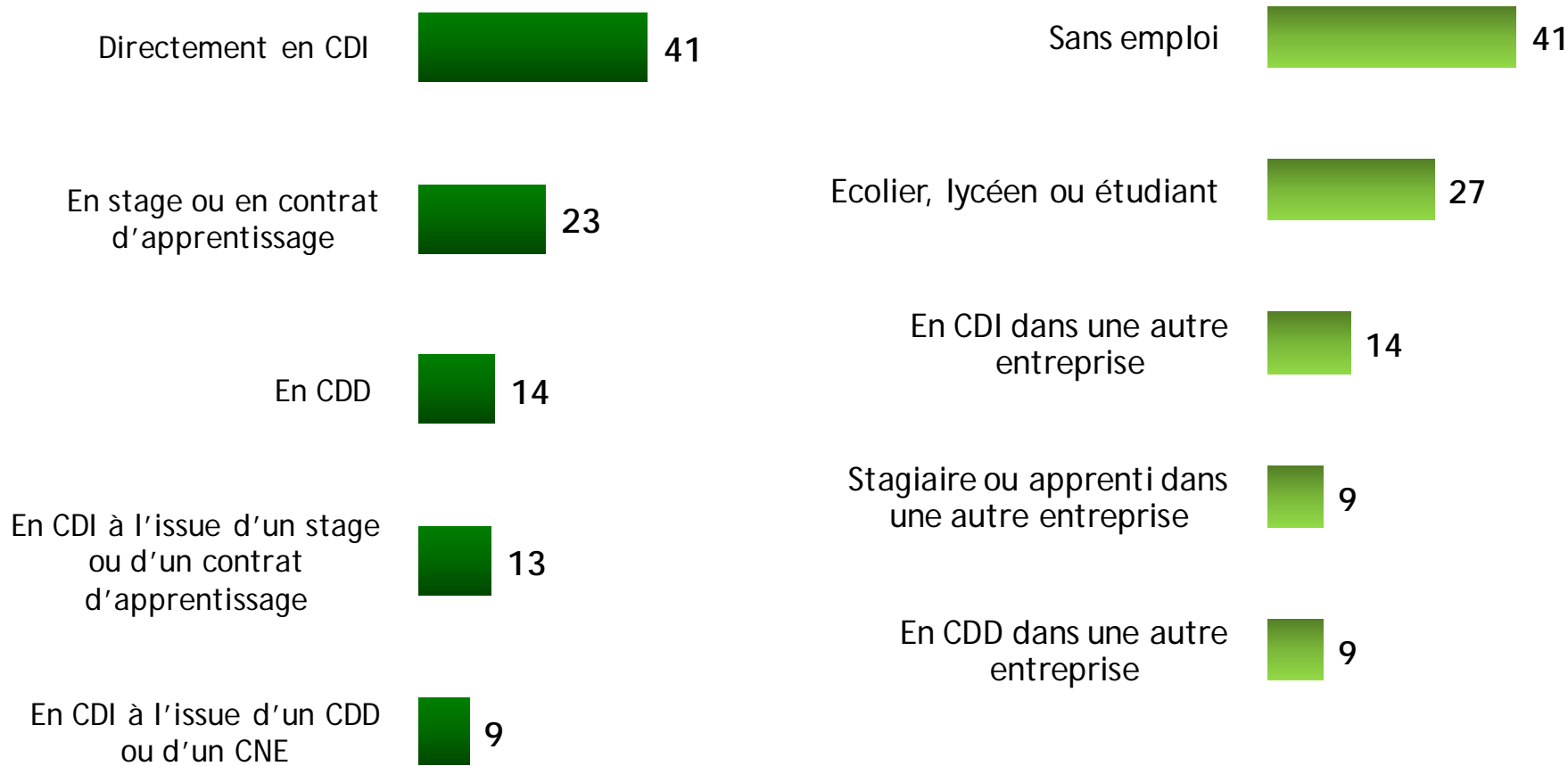
Question : parmi vos salariés de moins de 30 ans, combien ont été recrutés... ?

Question : avant d'être embauchés dans votre entreprise, combien de vos salariés de moins de 30 ans étaient... ?

Sur 100 salariés âgés de moins de 30 ans...

Type de contrat utilisé au moment de l'embauche :

Situation d'emploi au moment de l'embauche :



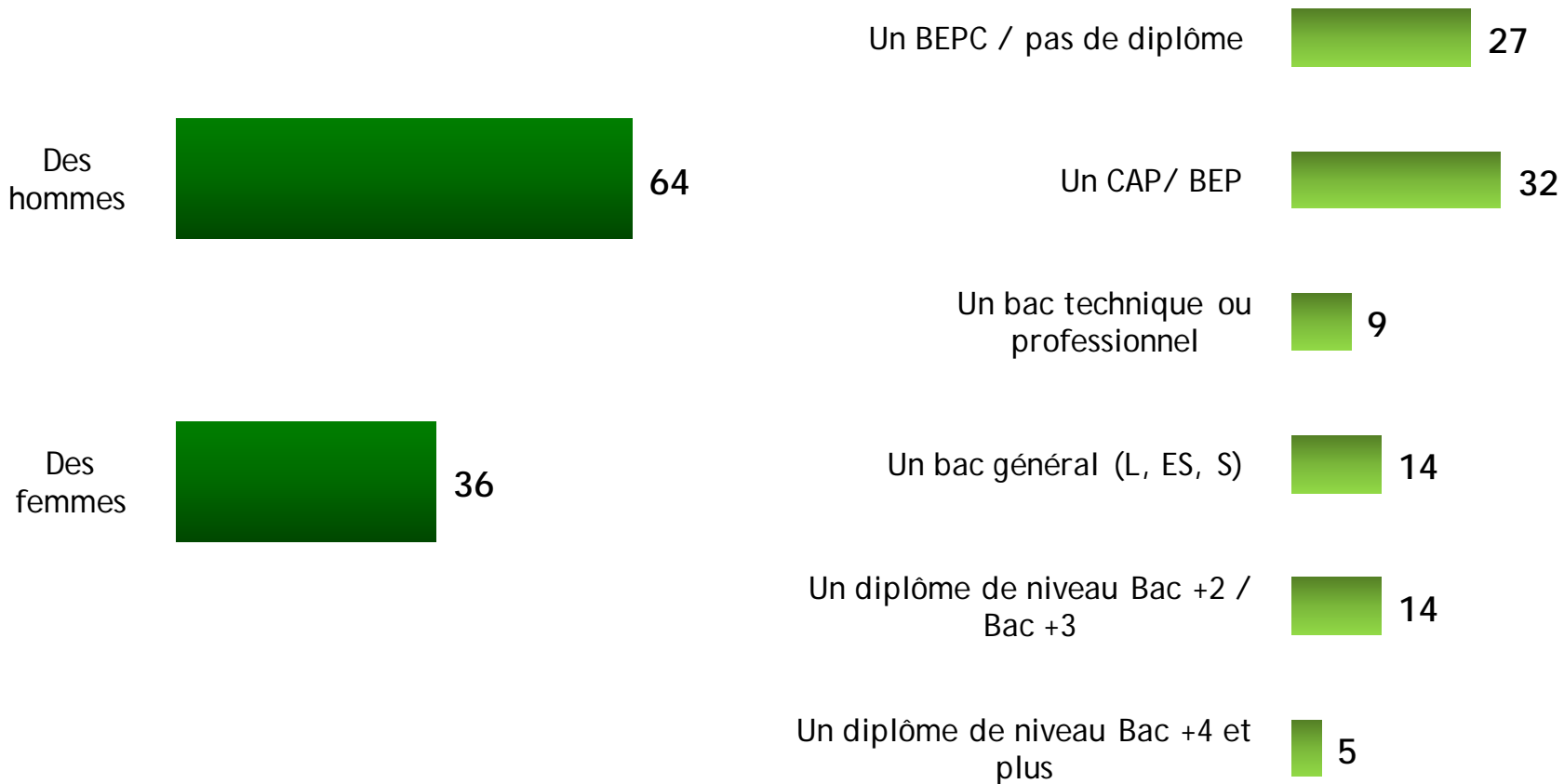
Base : employeurs ayant au moins un salarié de moins de 30 ans

Le profil des salariés de moins de 30 ans : très majoritairement des hommes issus des formations professionnalisantes

Question : parmi vos salariés de moins de 30 ans, combien sont ... ?

Question : parmi vos salariés de moins de 30 ans, combien ont-ils ... ?

Sur 100 salariés âgés de moins de 30 ans...



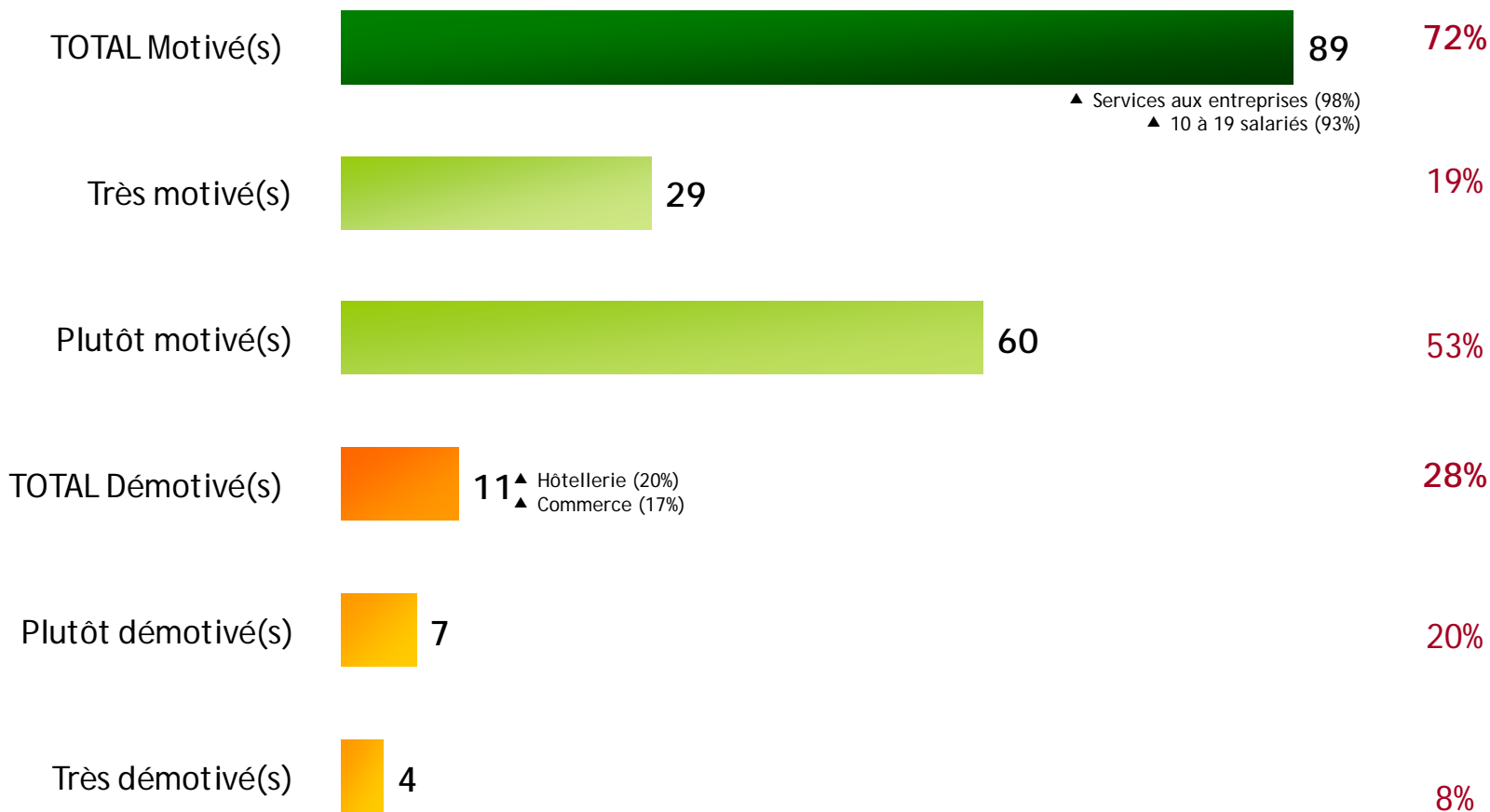
Base : employeurs ayant au moins un salarié de moins de 30 ans

Le jugement sur la motivation des salariés de moins de 30 ans

Question : globalement, diriez-vous que votre ou vos salarié(s) de moins de 30 ans sont... ?

Norme Ifop auprès des
salariés de moins de 30
ans

En % des TPE employant au moins un salarié de moins de 30 ans



Base : employeurs ayant au moins un salarié de moins de 30 ans

Les TPE, sources de nombreuses opportunités pour les jeunes

Question : vous personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des opinions suivantes concernant les TPE et l'emploi des jeunes ?

Les TPE permettent une bonne intégration des jeunes dans le monde de l'entreprise

Les TPE offrent des perspectives professionnelles intéressantes pour les jeunes

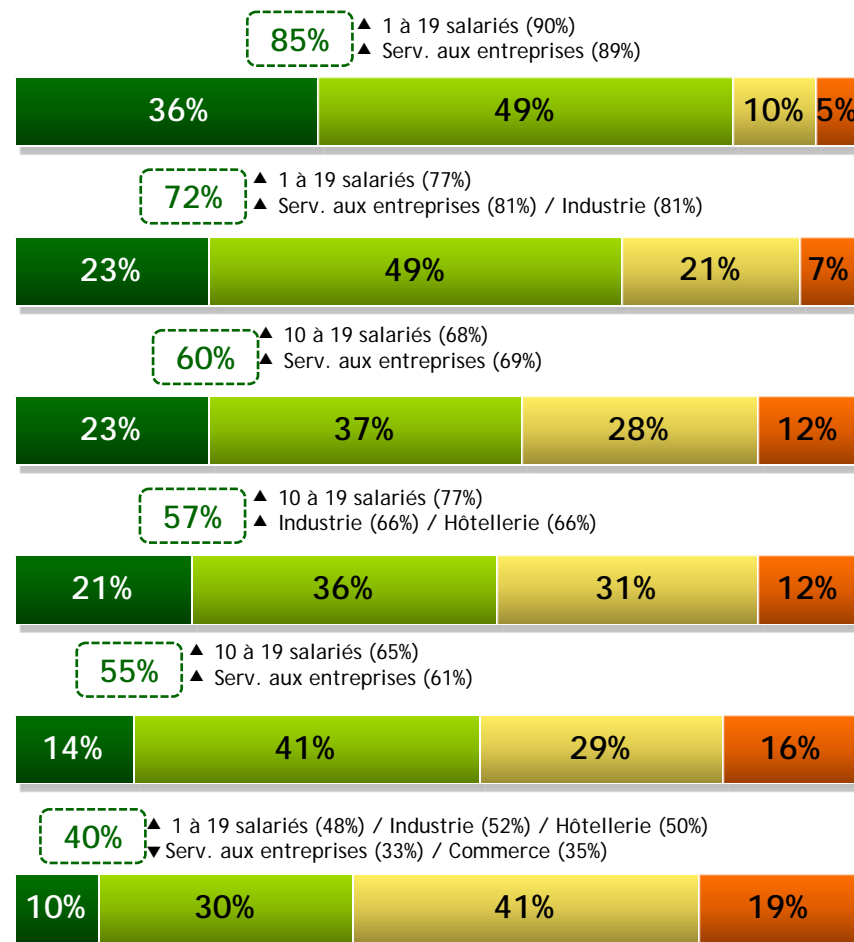
Les TPE permettent aux jeunes d'accéder rapidement à des responsabilités importantes

Les TPE offrent de nombreux emplois pour les jeunes, quel que soit leur niveau de diplôme

Les TPE attirent davantage les jeunes qu'il y a quelques années

Il est facile pour les jeunes de trouver un emploi dans les TPE

Total «D'accord»



■ Tout à fait d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
 ■ Pas du tout d'accord

Base : ensemble des TPE

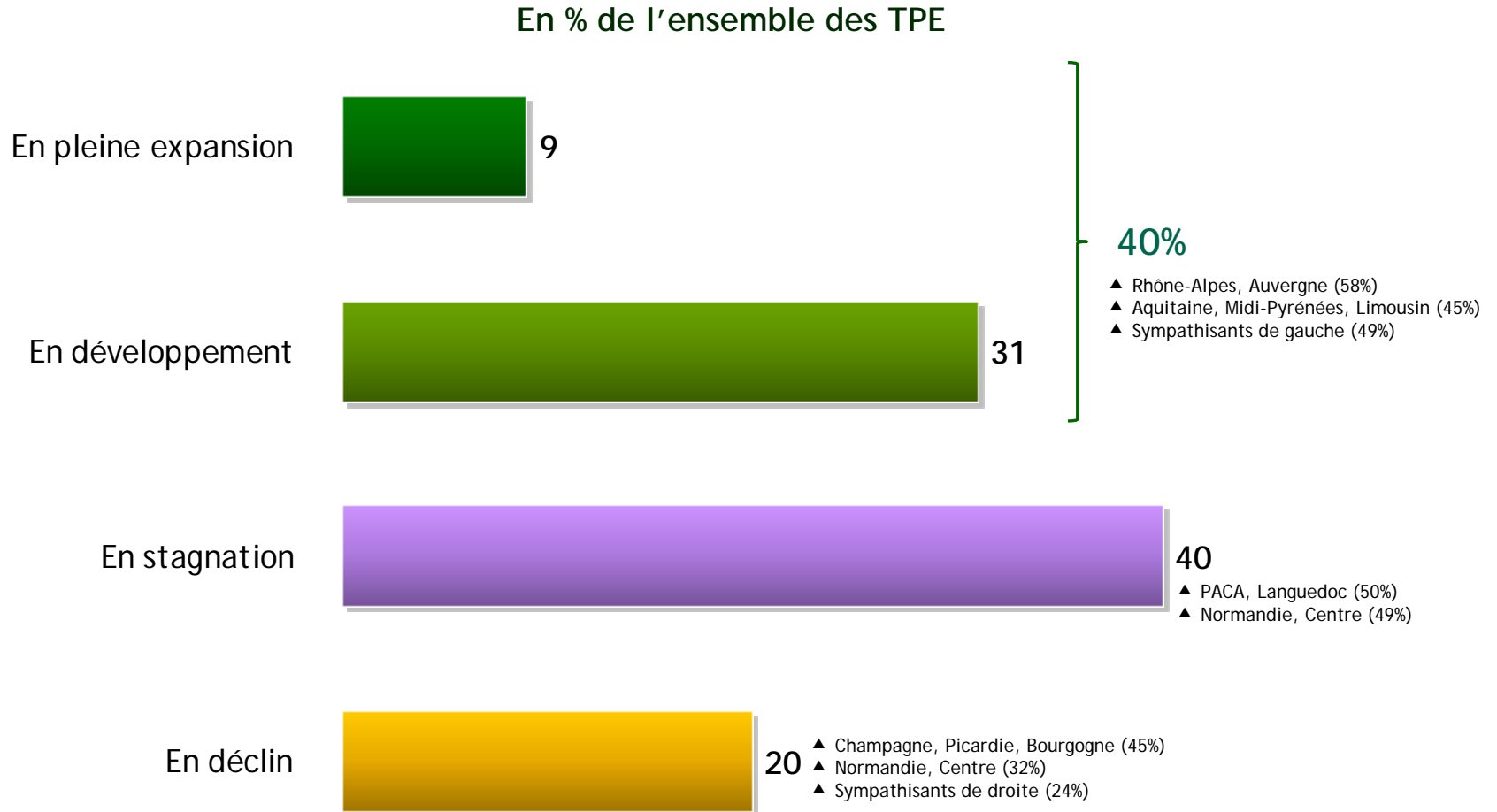
LES TPE ET L'ACTION DES CONSEILS REGIONAUX

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Le sentiment majoritaire de vivre dans une région en stagnation voire en déclin

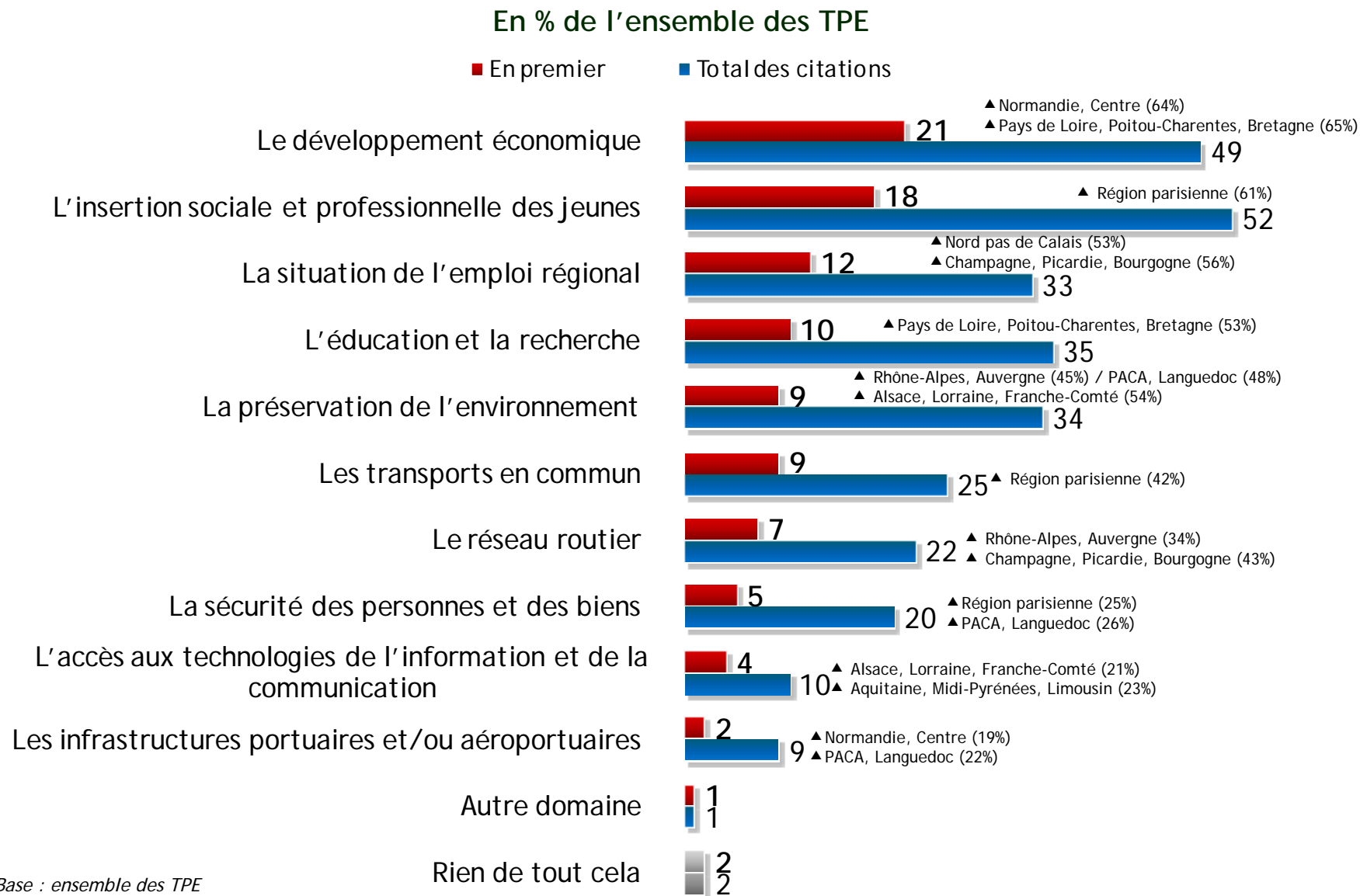
Question : d'une manière générale, estimez-vous que votre région est une région... ?



Base : ensemble des TPE

Le développement économique et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes constituent les deux premières priorités à l'échelon local

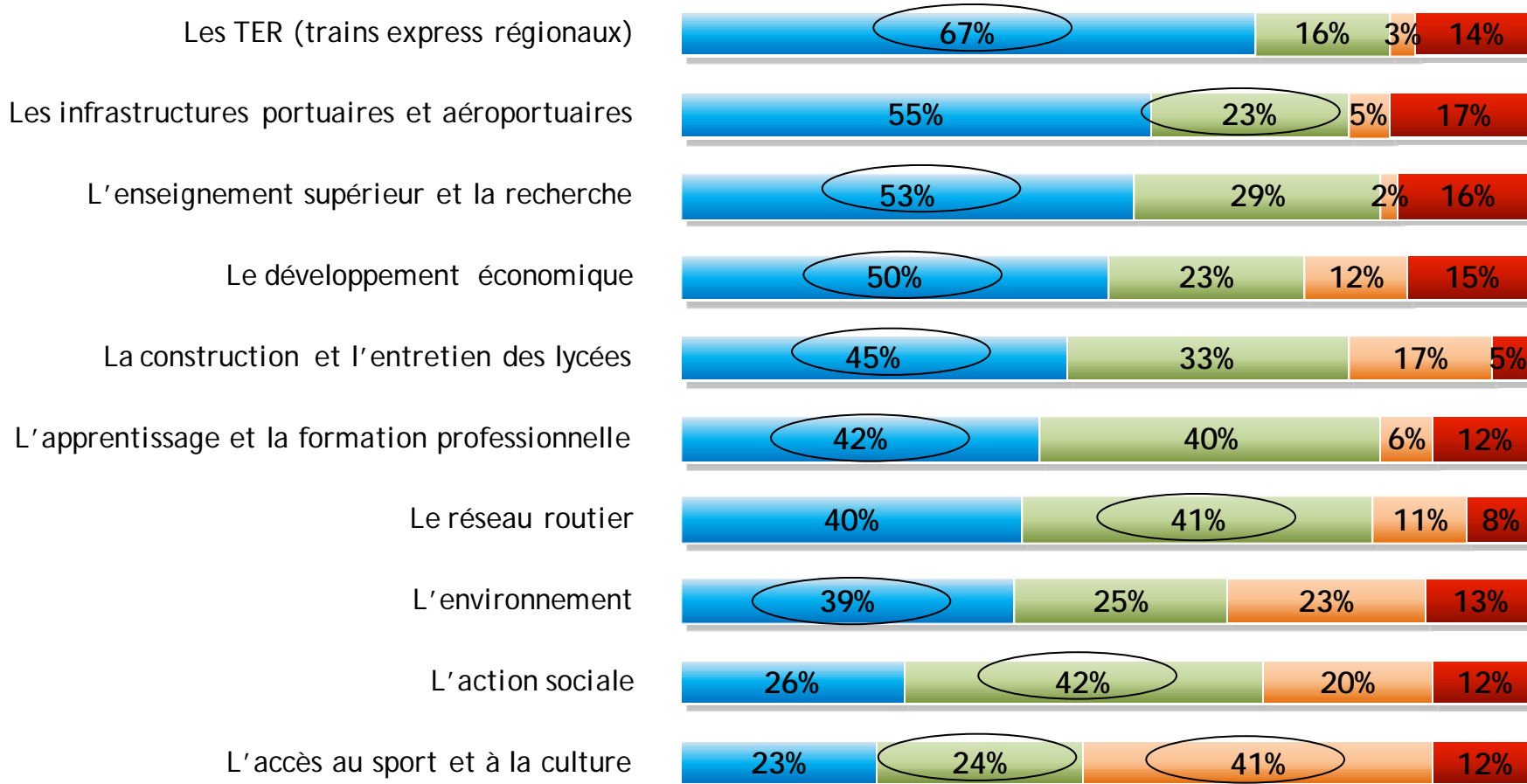
Question : parmi la liste suivante, quels sont les domaines pour lesquels les pouvoirs publics devraient investir en priorité ou faire davantage d'efforts, ici dans votre région, au cours des prochaines années ?



Base : ensemble des TPE

Les TPE identifient majoritairement les compétences économiques des Conseil régionaux

Question : voici un certain nombre de missions et de compétences attribuées aux collectivités locales par les lois de décentralisation. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire quelle est l'institution qui en a selon vous la responsabilité ?



■ Le Conseil régional (la région) ■ Le Conseil général (le département) ■ Les communes et les structures intercommunales ■ Vous ne savez pas

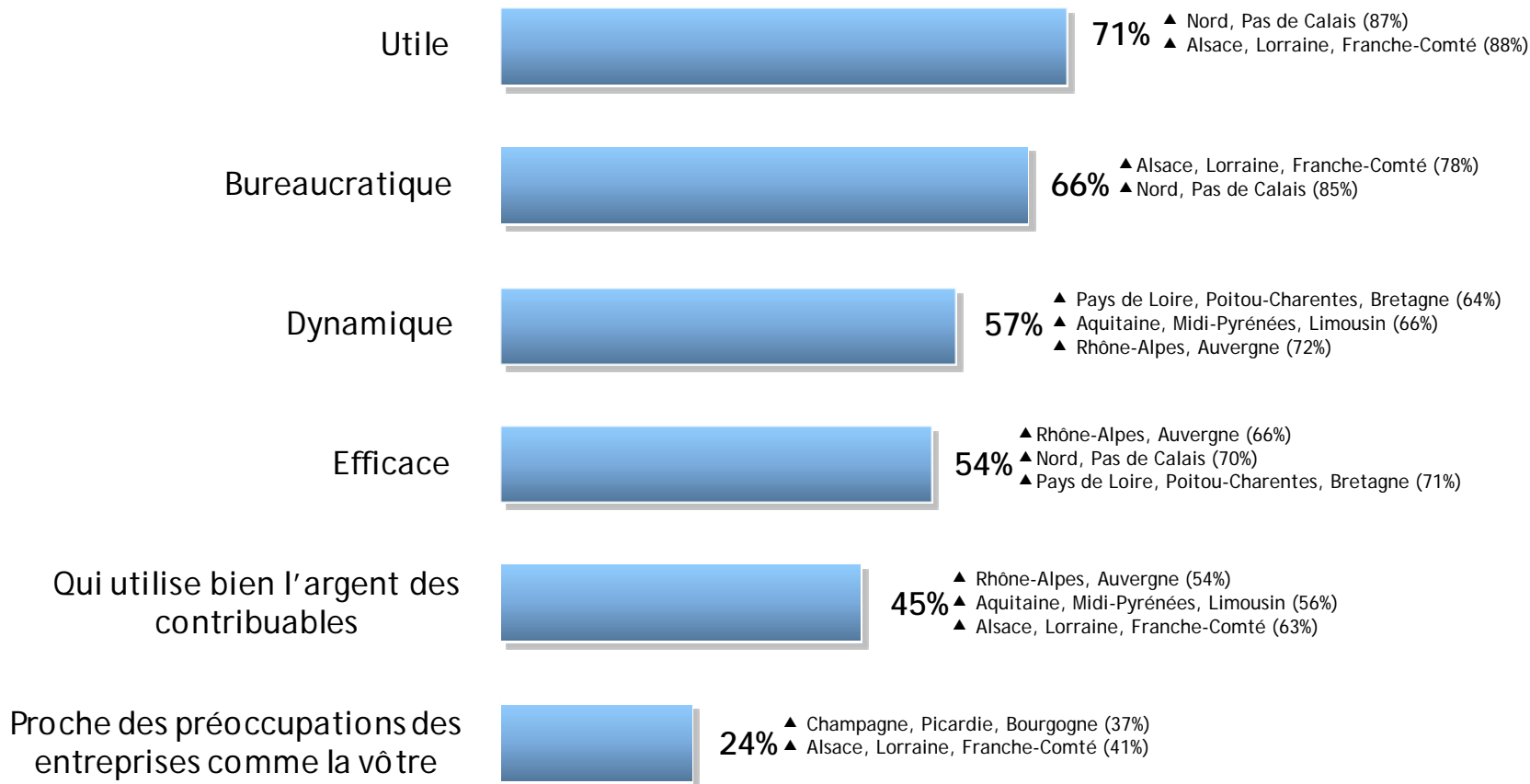
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Les conseils régionaux suscitent des perceptions particulièrement contrastées

Question : pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi s'ils s'appliquent plutôt bien ou plutôt mal au conseil régional ?

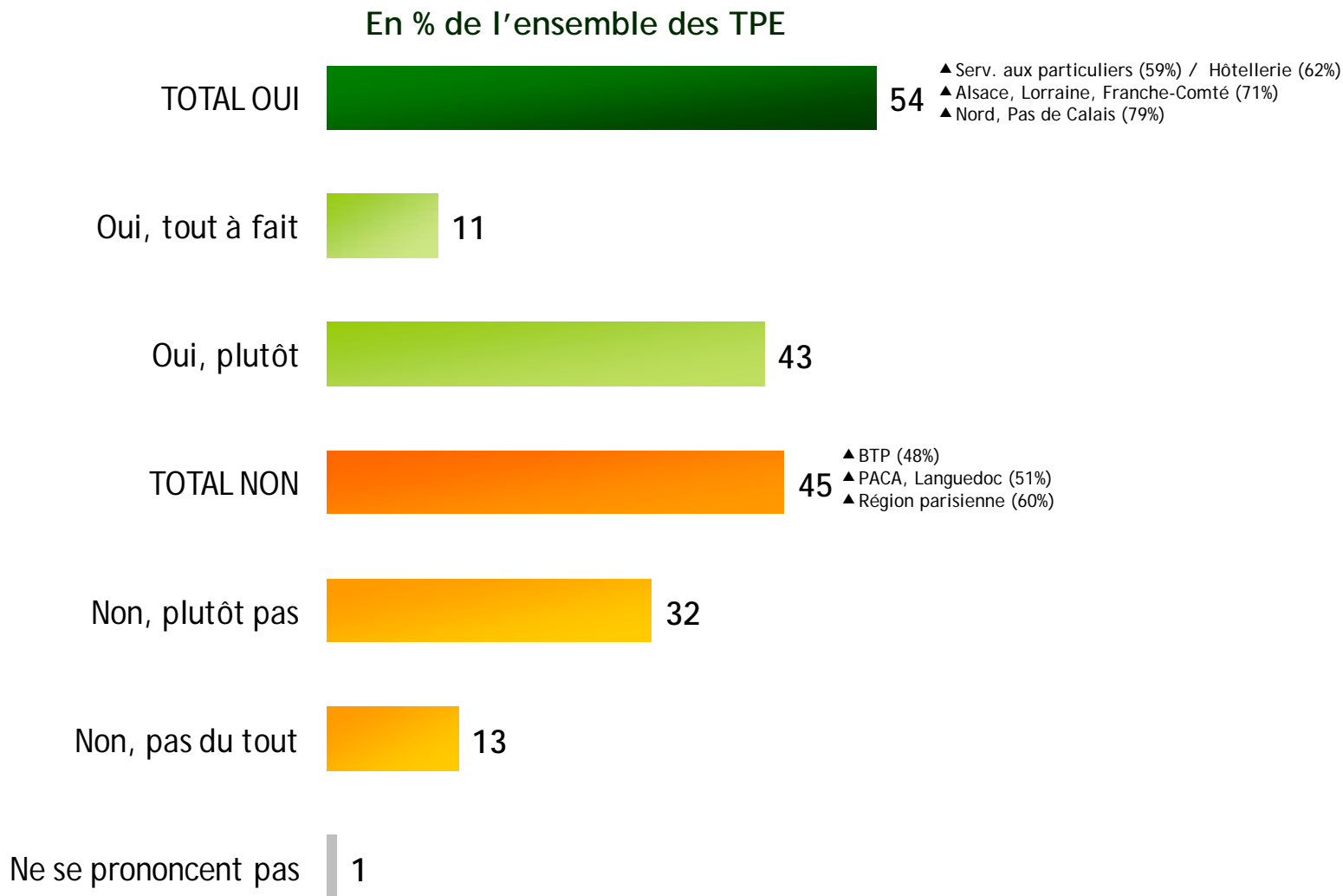
Récapitulatif : S'applique plutôt bien



Base : ensemble des TPE

Des jugements nuancés, quoique majoritairement positifs, sur l'action économique de son conseil régional

Question : d'une manière générale, diriez-vous que le conseil régional prend les bonnes décisions pour le développement économique de votre région ?



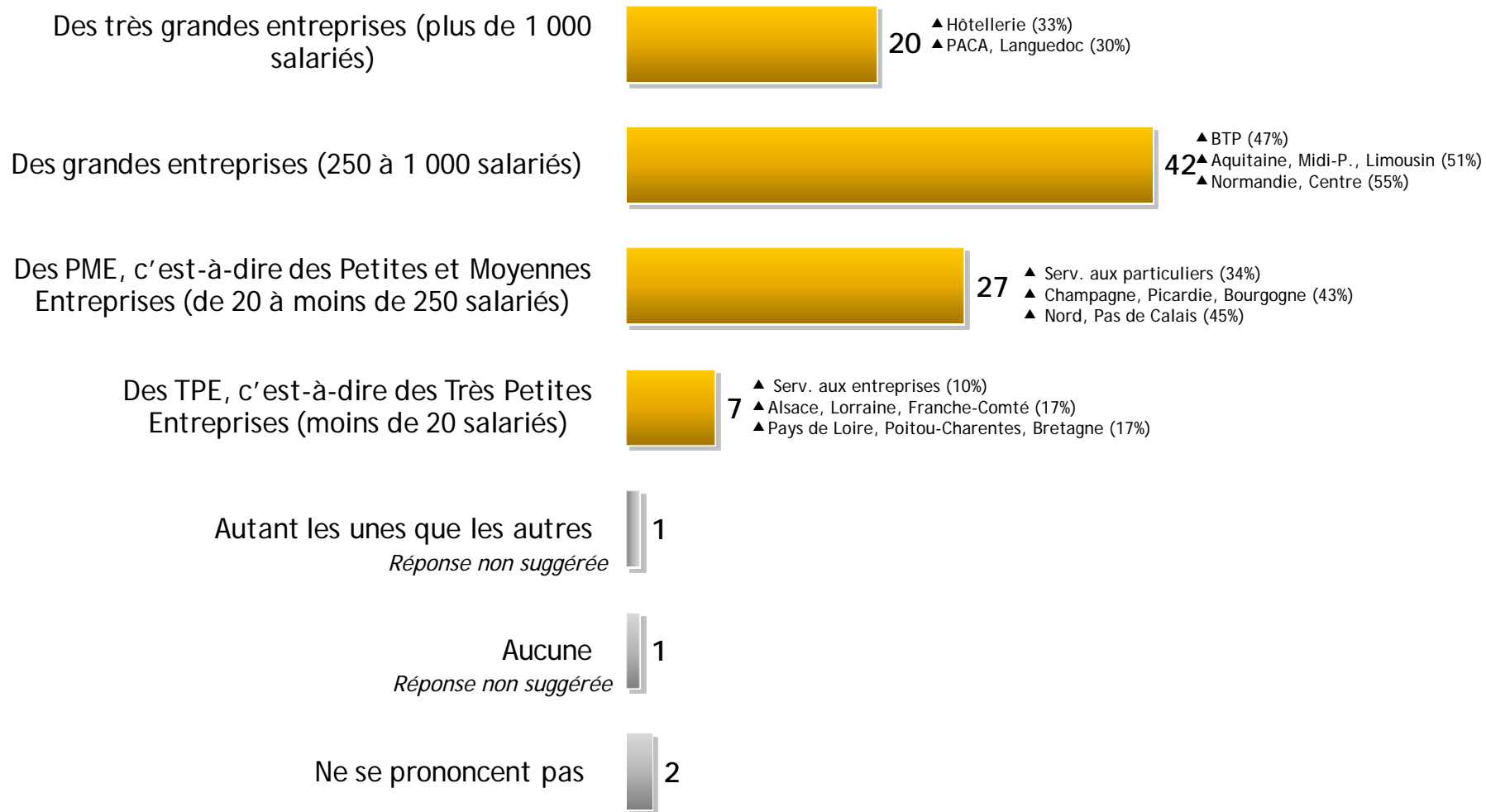
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

La perception de conseils régionaux principalement à l'écoute des grandes entreprises et des PME

Question : et diriez-vous que le conseil régional de votre région est plutôt à l'écoute... ?

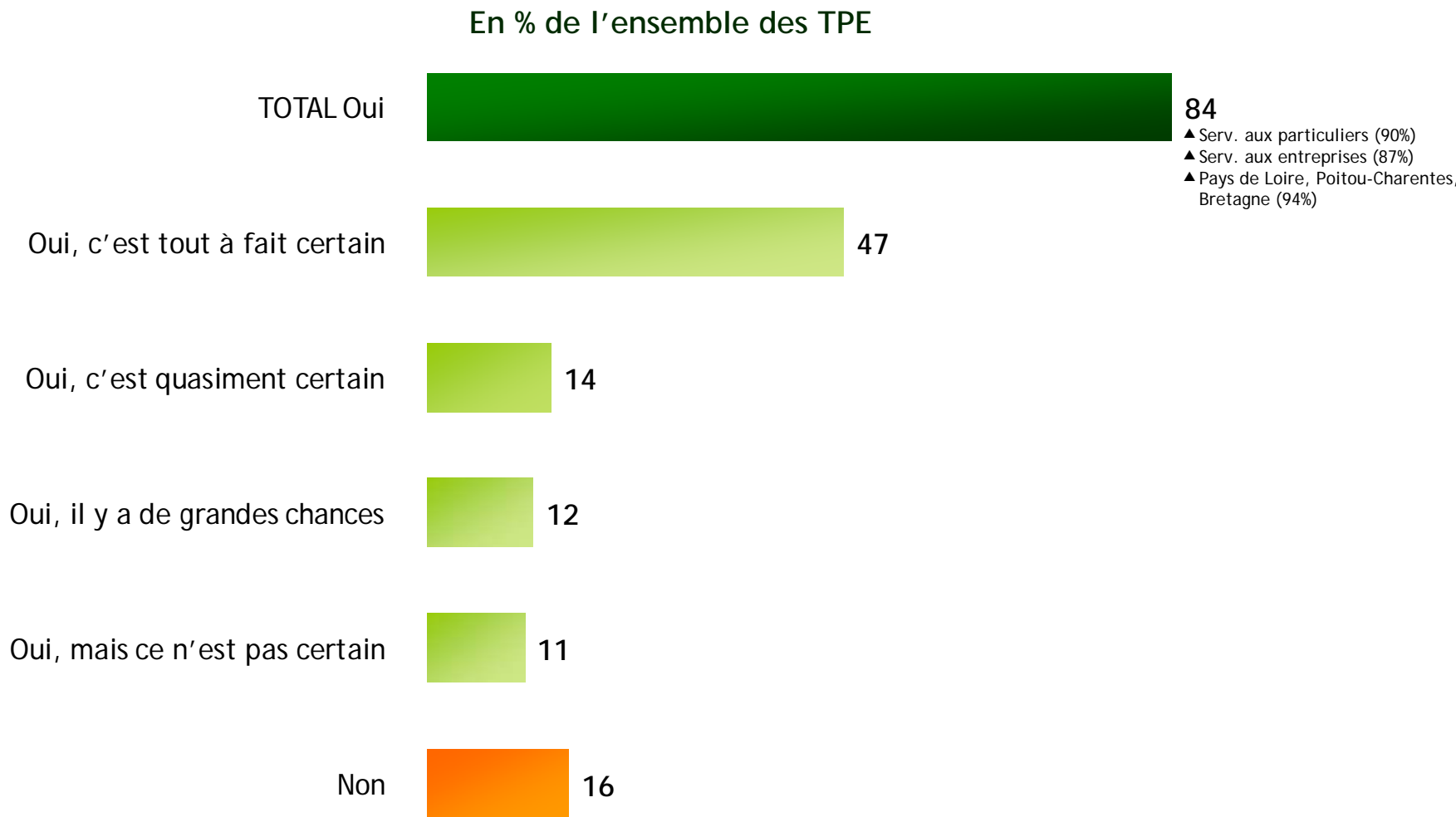
En % de l'ensemble des TPE



Base : ensemble des TPE

A peine un dirigeant de TPE sur deux se déclare « certain » d'aller voter aux élections régionales

Question : vous personnellement, envisagez-vous d'aller voter aux élections régionales qui auront lieu les 14 et 21 mars prochains ?



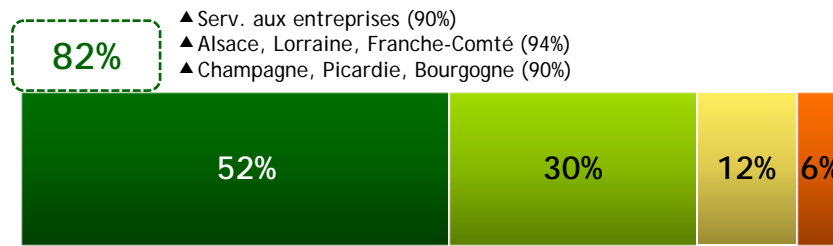
Base : ensemble des TPE

Priorité aux projets au moment de voter, mais un regard vigilant sur les réalisations passées

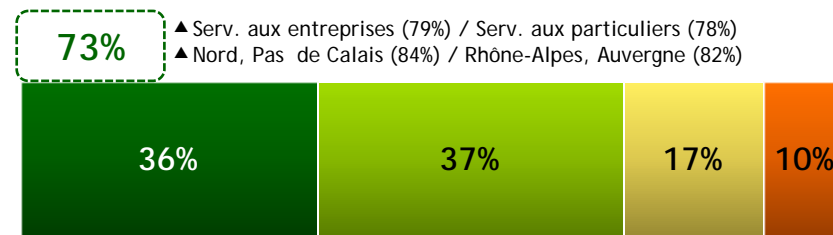
Question : et lors de votre vote aux élections régionales, diriez-vous que vous attacherez beaucoup, assez, peu ou pas du tout d'importance aux éléments suivants ?

Total « Beaucoup / Assez »

Les propositions des candidats pour l'économie régionale



Les actions menées au cours des six dernières années par la majorité sortante pour dynamiser l'économie régionale

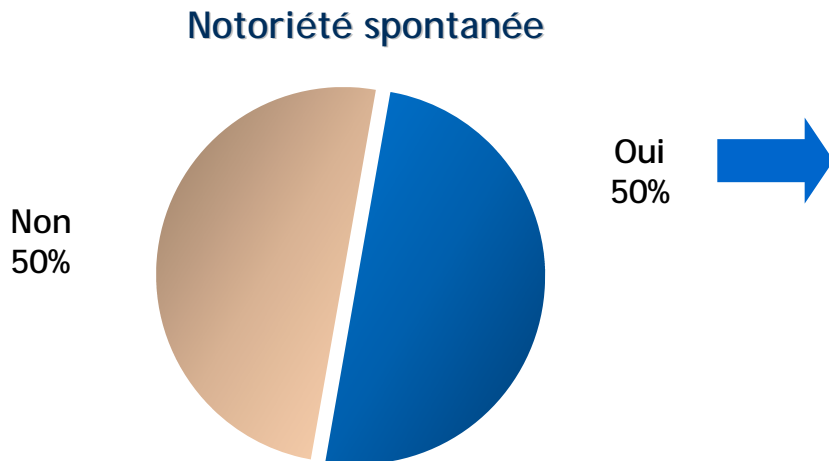


Beaucoup
 Assez
 Peu
 Pas du tout

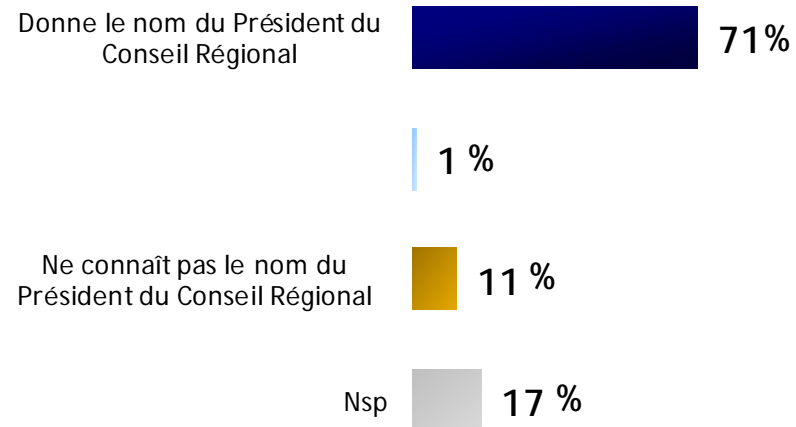
Base : patrons TPE ayant l'intention d'aller voter aux élections régionales.

La notoriété du Président du conseil régional : des scores honorables

Question : connaissez-vous le nom du Président du conseil régional ?

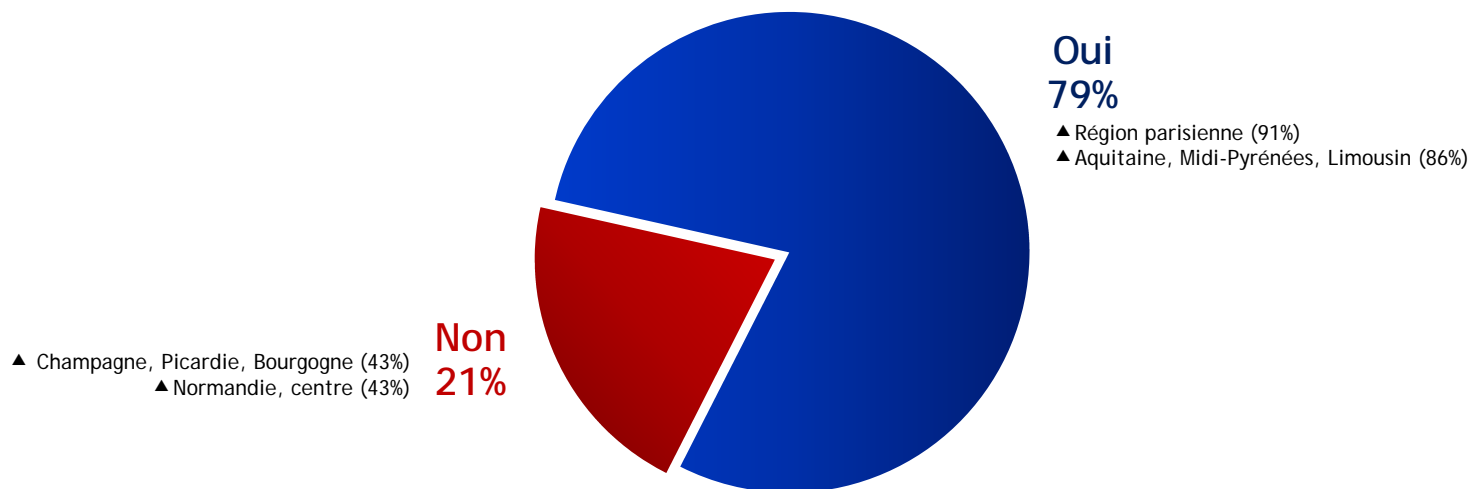


Question : (si déclare connaître le nom du Président du conseil régional) quel est son nom ?



Base : patrons de TPE déclarant connaître le nom du Président de leur Conseil régional

Notoriété globale (spontanée + assistée)



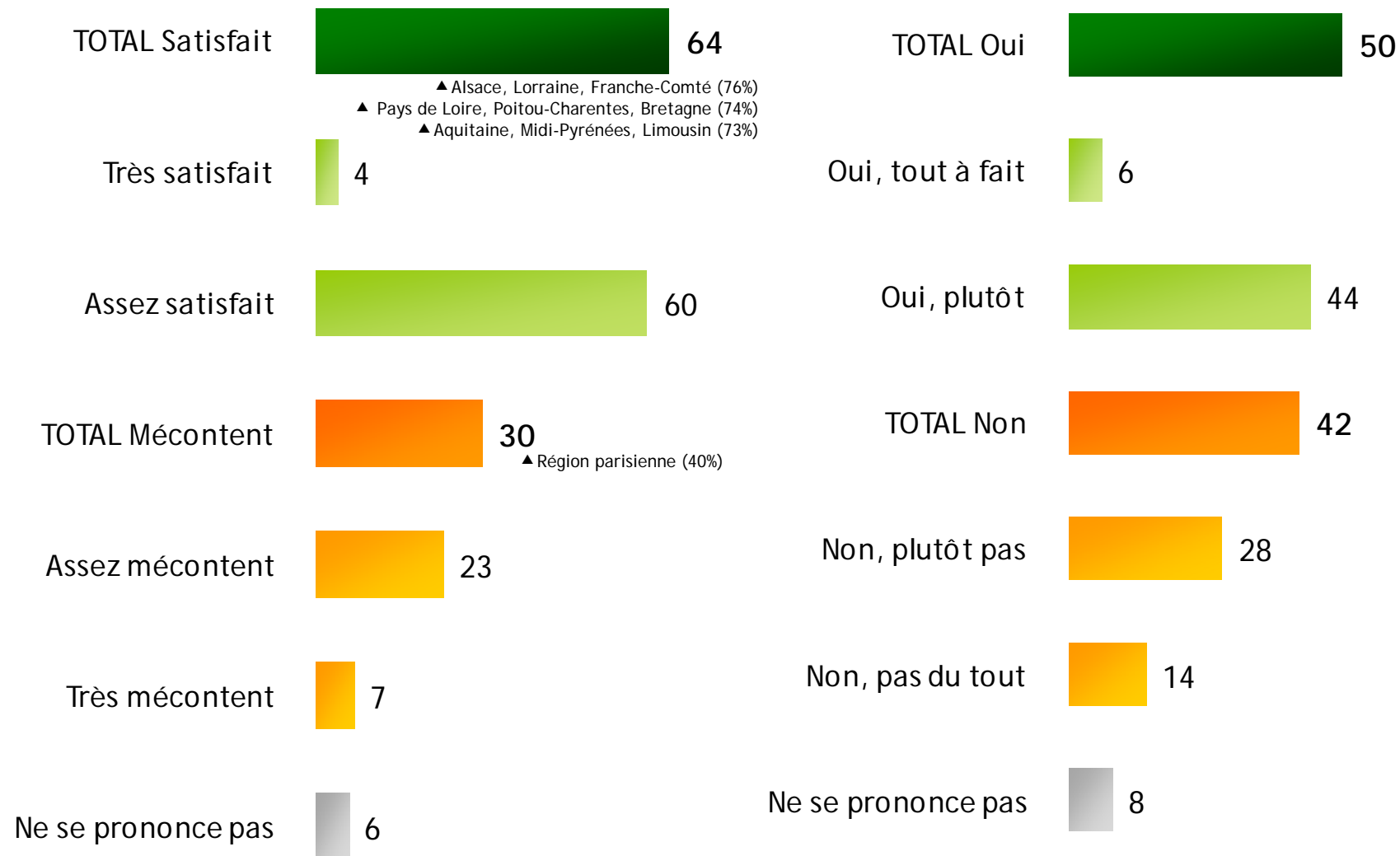
Base : ensemble des TPE

L'action des présidents de région suscite des jugements fréquemment positifs mais s'accompagne de souhaits de réélection plus contrastés

Question : à propos de votre Président du conseil régional, diriez-vous que vous en êtes... ?

Question : souhaitez-vous la réélection de [nom du Président du conseil régional] à l'issue des élections régionales qui auront lieu les 14 et 21 mars 2010 ?

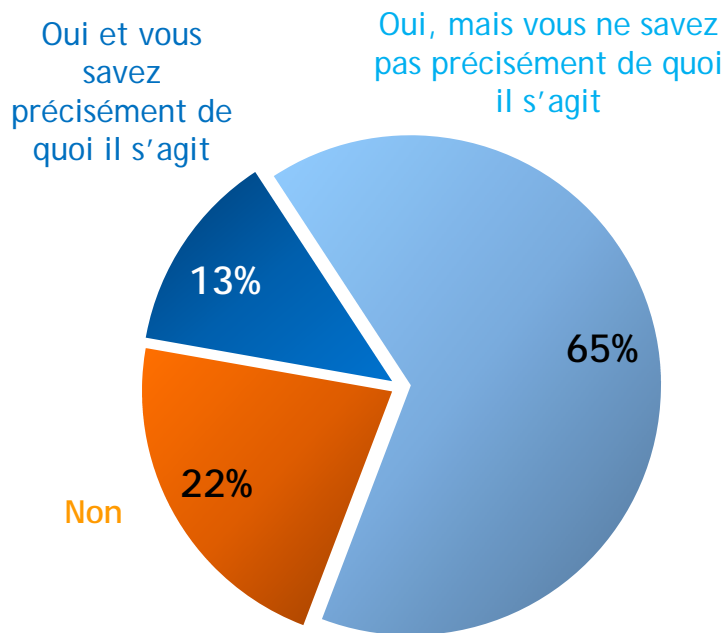
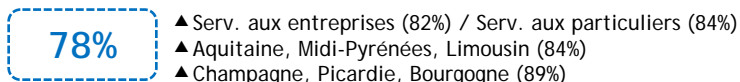
En % de l'ensemble des TPE



Une majorité de TPE a entendu parler de la réforme des collectivités locales, soutenue par près de sept dirigeants d'entreprise sur dix

Question : avez-vous entendu parler de la réforme des collectivités locales engagée par Nicolas Sarkozy et le gouvernement de François Fillon ?

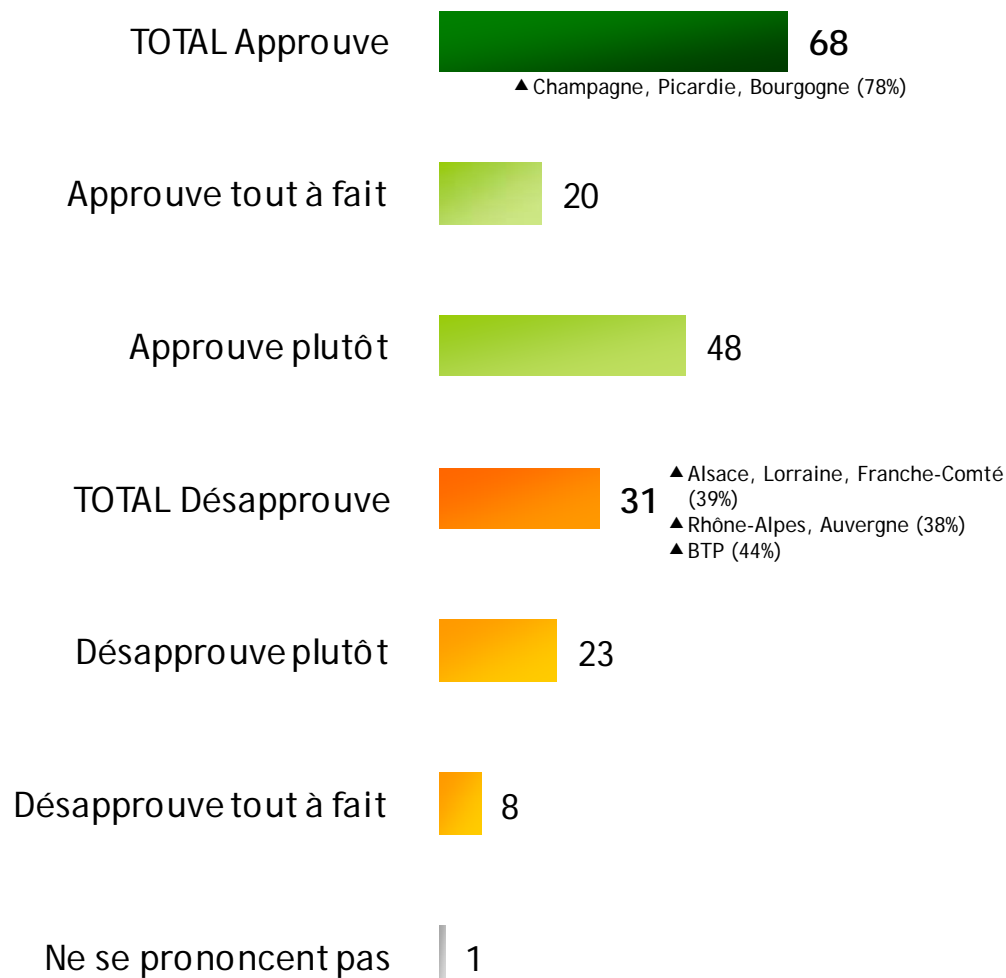
Total « Oui »



(Après remise à niveau)

Question : vous personnellement, approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette réforme ?

En % de l'ensemble des TPE



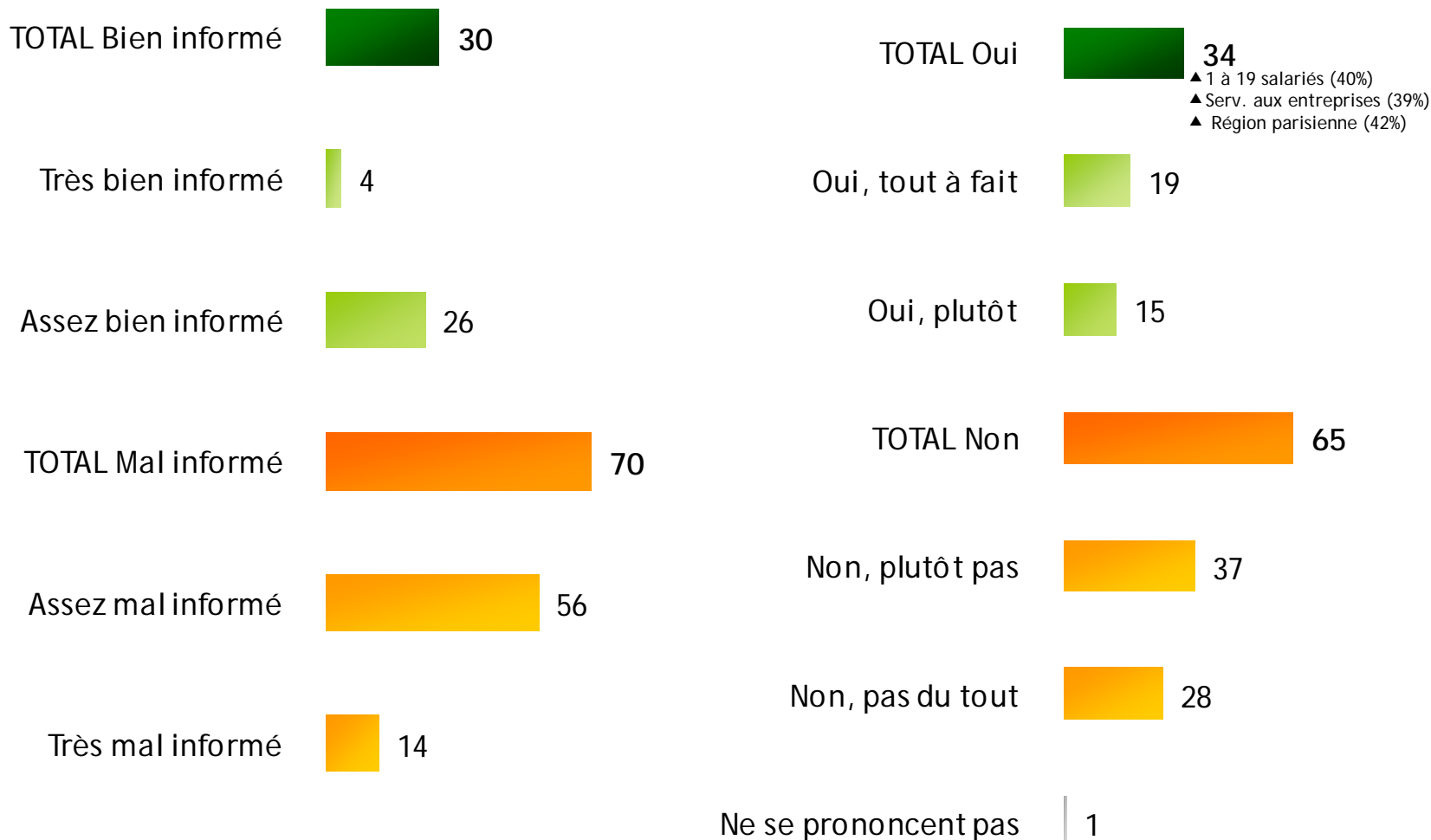
Base : ensemble des TPE

Un niveau d'information perfectible sur la réforme des collectivités locales

Question : et diriez-vous que vous êtes bien informé ou mal informé sur cette réforme ?

Question : selon vous, est-ce que Nicolas Sarkozy aurait dû aller encore plus loin dans cette réforme en supprimant l'échelon départemental, c'est-à-dire le conseil général, et en confiant toutes ses attributions au seul conseil régional ?

En % de l'ensemble des TPE



Base : ensemble des TPE

MÉTHODOLOGIE

Échantillon de 1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, interrogé par téléphone du 18 au 27 janvier 2010.

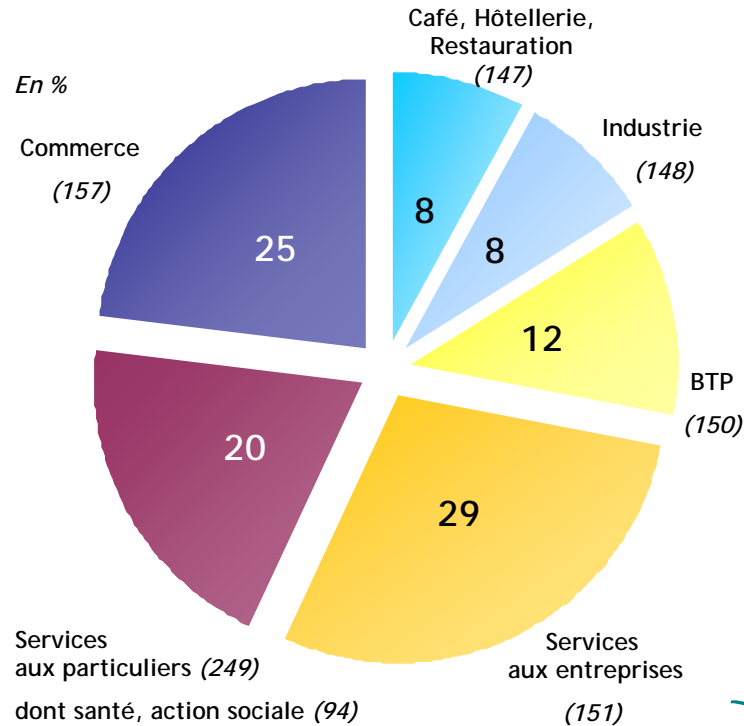
- ☺ L' échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - 🕒 le secteur d'activité de l'entreprise,
 - 🕒 la taille de l'entreprise,
 - 🕒 la région d'implantation de l'entreprise.

Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

ÉCHANTILLON TPE

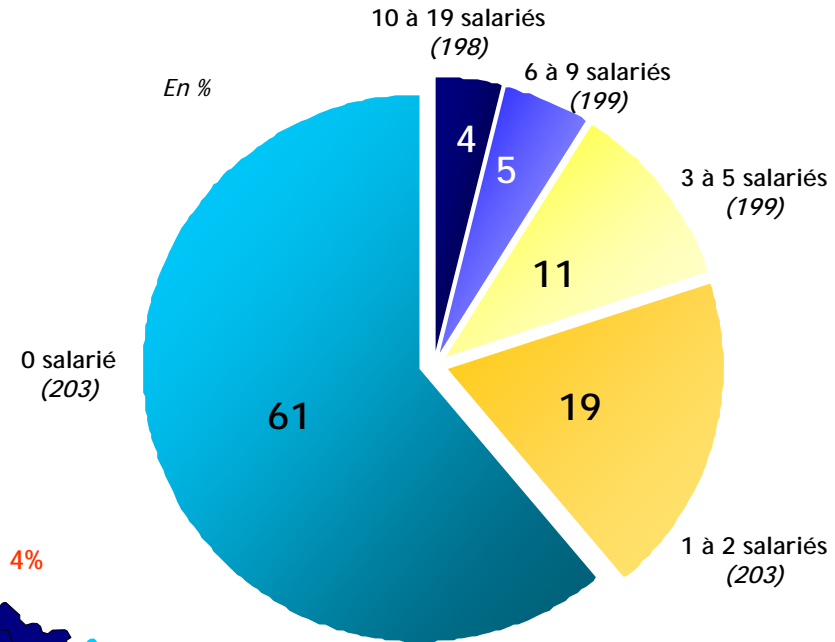
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



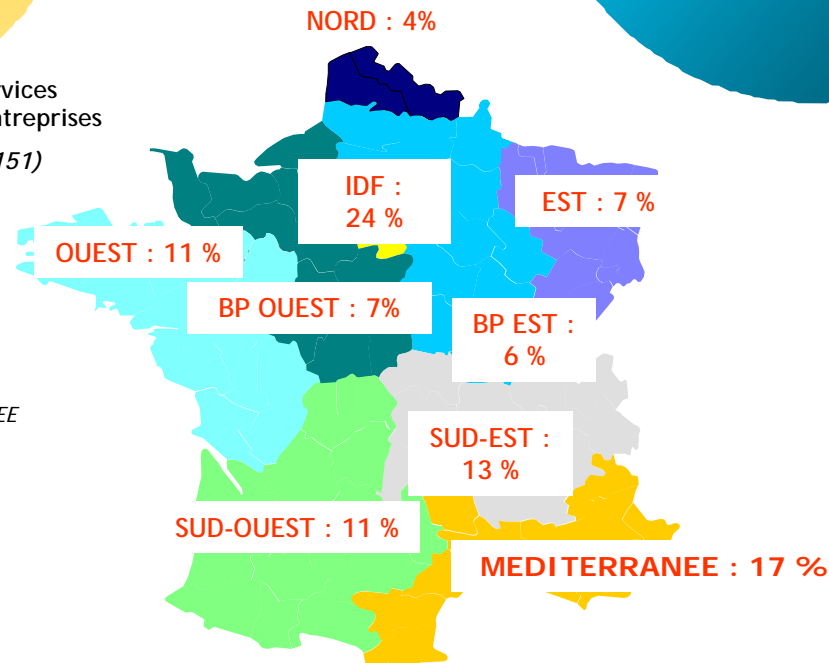
TAILLE SALARIALE

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



Source :
INSEE
SIRENE
chiffres au 1^{er} janvier 2008